

Le Prince 2020
De l'usage de la dictature au 21^e siècle ?
Par Jean-François Caron

À ma princesse, Marie-Gabrielle

Remerciements

Cet ouvrage est le résultat de mon expérience en tant qu'ancien conseiller politique à la Chambre des communes du Canada, observateur de la vie politique et politologue. Les divers chapeaux que j'ai portés au fil des ans expliquent sans doute ma fascination pour Machiavel. Je suis donc reconnaissant envers toutes les personnes qui ont joué un rôle dans l'un ou l'autre de ces trois aspects de ma vie. J'aimerais remercier en particulier Lucien-Pierre Bouchard, Roch Bouchard, Jocelyne Girard-Bujold, François Houle, Dimitrios Karmis, Gilles Labelle, Guy Laforest, Gabriel Loubier, Koula Mellos, Douglas Moggach et Marc-André Nadon. Je suis aussi reconnaissant envers mes étudiants, qui, à force de m'interroger sur la pertinence de lire des classiques de la science politique, m'ont obligé à prouver la pertinence actuelle de ces « vieilles idées » en faisant des liens avec des exemples contemporains. Ce livre est le résultat de mes efforts. Je souhaite aussi remercier ceux et celles qui ont accepté de lire et de commenter les versions précédentes de ce projet, à savoir Venera Caron, Jacob Dreyer, Bagnur Karbozova et Lie Philip Santoso. Enfin, je suis reconnaissant à Geneviève Deschamps d'avoir traduit la version originale de ce livre.

Introduction

Écrit en quelques semaines, *Le Prince* de Nicolas Machiavel est certainement l'un des ouvrages les plus mécompris de l'histoire de la science politique. Il est en effet regrettable qu'il ait été interprété par beaucoup d'auteurs comme un simple traité sur la manière de conserver le pouvoir à tout prix¹, et par d'autres, non moins nombreux, comme un livre maléfique qui enseigne aux gouvernants l'art de duper son prochain. Poursuivant une finalité autrement plus ambitieuse que ces objectifs plus ou moins louables, il doit davantage être interprété comme un traité sur le bien commun et la liberté collective. Bien que Machiavel n'ait pas été le premier philosophe à discuter de ces thèmes, l'originalité de son approche réside dans son postulat principal : une idée qui a révolutionné le domaine de la science politique. Machiavel est en effet le premier théoricien politique à avoir ouvertement fondé sa théorie sur la façon dont les êtres humains se comportent réellement entre eux, ce qui a joué un rôle clé dans sa compréhension des objectifs vers lesquels les sociétés devraient tendre et dans ses recommandations sur la manière dont la société devrait être gouvernée et organisée. Son souhait de proposer une nouvelle compréhension de la politique est très clairement revendiqué dans un passage célèbre du *Prince*. Il écrit ainsi, au chapitre 15 :

Il reste à examiner comment un prince doit en user et se conduire, soit envers ses sujets, soit envers ses amis. Tant d'écrivains en ont parlé, que peut-être on me taxera de présomption si j'en parle encore ; d'autant plus qu'en traitant cette matière je vais m'écarter de la route commune.

C'est la raison pour laquelle Leo Strauss considérait Machiavel comme le père de la philosophie politique moderne. L'auteur s'est en effet écarté des schémas de pensée antiques de Platon et d'Aristote pour développer une conception inédite de la politique qui refuse de placer la moralité au cœur de sa compréhension de ce type d'action collective². Clair et explicite, ce désir révolutionnaire de Machiavel en a conduit beaucoup à mésinterpréter son ouvrage. Il est vrai que son approche l'a mené à célébrer des pratiques politiques jugées immorales, ce qui explique pourquoi l'opinion publique considère désormais Machiavel comme un « professeur du mal »³ et le *Prince* comme un livre satanique⁴, et pourquoi son nom est aujourd'hui synonyme d'actes diaboliques. Cette interprétation est renforcée par le fait que nombre de manœuvres perfides ou de dictateurs ont été étroitement associés à Machiavel. On sait ainsi que Mussolini a adressé à Hitler un exemplaire du *Prince* accompagné d'une note

¹ Il s'agit clairement de l'interprétation dénuée de vision que Dick Morris fait de l'ouvrage de Machiavel. Voir *The New Prince: Machiavelli Updated for the Twenty-First Century*, New York : St. Martin's Griffin, 1999.

² Leo Strauss, *What is Political Philosophy? And Other Studies*, Chicago et Londres : Chicago University Press, 1988, p. 40.

³ Leo Strauss, *Thoughts on Machiavelli*, Chicago et Londres : Chicago University Press, 1958, p. 9 et 10.

⁴ Claude Lefort, *Machiavel, le travail et l'œuvre*, Paris : Gallimard, 1972, p. 85-92.

manuscrite⁵ et que Catherine de Médicis l'aurait lu avant d'ordonner le massacre de la Saint-Barthélemy. Cette vision du machiavélisme s'est répandue au-delà du monde politique et a conduit les auteurs d'ouvrages de gestion à qualifier de « machiavélique » toute personne encline à exploiter autrui⁶. Une telle appréciation est aisément compréhensible, Machiavel n'hésitant pas à exhorter les dirigeants politiques à tuer leurs ennemis et les membres de leur famille, ou à exécuter leurs propres amis sur la place publique. Son désir de repenser la façon dont devrait être appréhendée la politique est également marqué par l'utilisation d'une nouvelle rhétorique : le concept de *virtù*, sans rapport avec la notion habituelle de vertu. Alors que cette dernière se rapporte à l'honnêteté, à la magnanimité et à d'autres qualités moralement exemplaires, Machiavel a choisi de la redéfinir comme étant partiellement synonyme de comportements immoraux. En ce sens, si l'on considère les philosophes politiques qui l'ont précédé, il est clair que le travail de Machiavel a marqué une rupture et influencé ses successeurs — Thomas Hobbes, notamment — qui n'ont pas hésité à défendre les mêmes idées concernant la nature humaine. Avec Machiavel, le désir de penser les sociétés comme un moyen de poursuivre des enjeux moralement vertueux a été abandonné au profit d'objectifs plus terre-à-terre en adéquation avec les passions humaines. Pour la première fois, l'immoralité est devenue un aspect clé de notre compréhension des fondements et de la structure des sociétés.

En dépit de ces exhortations explicites à agir de façon immorale, il serait toutefois erroné de schématiser la vision de la politique défendue par Machiavel comme une activité qui se réduit exclusivement au meurtre, à la trahison et à la volonté d'usurper le pouvoir. Si sa conception de la *virtù* admet qu'un Prince puisse envisager de tuer un ennemi politique, elle peut aussi exiger de lui qu'il se montre indulgent si cela peut produire de meilleurs résultats pour sa société. Il est donc important de voir plus loin que la théorie des moyens de Machiavel, qui n'est qu'un simple outil au service d'un objectif supérieur que toute société se devrait de poursuivre, à savoir la paix, l'ordre et la capacité de permettre à ses citoyens de rester libres. En cela, la *virtù* est plus amoral que immoral, comme Machiavel l'exprime clairement dans le *Prince*⁷. Si faire un geste moral — se montrer indulgent envers un ennemi de l'État ou lui accorder son pardon,

⁵ Éric Weil, « Machiavel aujourd'hui », *Critique*, vol. 8, n° 46, mars 1951, p. 233-253.

⁶ En effet, « le machiavélisme figure parmi les trois traits de personnalité collectivement désignés par l'expression "triade noire". Dans les ouvrages de gestion, les experts regroupent le machiavélisme, le narcissisme et la psychopathie sous le concept de "triade noire", ces trois traits de personnalité ayant pour dénominateur commun une attitude malveillante qui s'exprime dans les relations interpersonnelles. Le comportement des individus faisant preuve de machiavélisme répond généralement à trois caractéristiques interdépendantes : 1) une propension à user de manipulation pour parvenir à ses fins ; 2) un sentiment de méfiance vis-à-vis des autres ; 3) une tendance à faire passer les résultats avant la moralité (raisonnement selon lequel "la fin justifie les moyens") ». Voir Christopher E. Cosans et Christopher S. Reina, « The Leadership Ethics of Machiavelli's Prince », *Business Ethics Quarterly*, vol. 28, n° 3, 2018, p. 276 et 277.

⁷ « Il faut donc qu'un prince qui veut se maintenir apprenne à ne pas être toujours bon, et en user bien ou mal, selon la nécessité » (chap. 15).

par exemple — est le meilleur moyen d'atteindre les objectifs dudit État, le Prince ne doit pas hésiter à le faire. À l'inverse, si une action immorale est le meilleur moyen de maintenir la paix, la stabilité ou la liberté civique, alors le Prince se doit d'agir en conséquence. Ces précisions sur la nature du concept de *virtù* développé par Machiavel sont bien connues et ont été longuement débattues par d'éminents spécialistes comme Leo Strauss ou Quentin Skinner.

Il existe cependant une autre source de confusion dont on a peu parlé : il s'agit de la signification du terme « Prince » à notre époque démocratique. Il y a en effet lieu de s'interroger sur la pertinence d'une figure autocratique dans un monde où la gouvernance partagée et la citoyenneté active sont valorisées. Faut-il en déduire que la figure d'un Prince machiavélique est désormais anachronique ? Que, pour les politologues du XXI^e siècle, le seul intérêt de l'ouvrage réside dans sa compréhension du rôle de la moralité en politique et de l'objectif auquel les politiciens devraient aspirer ? Comme nous le verrons dans cet ouvrage, on aurait tort d'éluder la pertinence contemporaine de la figure du *Prince*. En effet, la concentration de pouvoir entre les mains d'un même individu pouvant encore s'avérer nécessaire dans un contexte démocratique. La théorie de Machiavel reste aussi pertinente de nos jours qu'elle l'était en 1513. En effet, bien que la plupart des experts s'accordent aujourd'hui à penser que Machiavel privilégiait l'instauration d'une république organisée autour d'une constitution bien ordonnée favorisant l'engagement politique du peuple, il estimait néanmoins que l'autocratie était la solution appropriée dans deux circonstances exceptionnelles⁸ parfaitement résumées par Erica Benner⁹ : au moment de la fondation d'une nouvelle ville et en cas d'effondrement imminent d'une société libre. Dans ce dernier scénario, Machiavel est d'avis qu'accorder « un pouvoir presque royal » à un individu qui semble à même d'éviter la situation qui se profile pourrait bien être la meilleure solution à envisager. Mais, comme l'a fait valoir Raymond Aron, cette forme de tyrannie ne saurait être assimilée à celles d'Hitler, de Mussolini ou de Staline. Il s'agit plutôt d'une forme d'autorité analogue à celle communément conférée aux dictateurs sous la République romaine, à savoir une autorité temporaire visant à préserver l'État et ses institutions.

Réécrire ce classique de la théorie politique en l'illustrant de nouveaux exemples et en s'appuyant sur de célèbres dirigeants contemporains ayant agi conformément aux enseignements de Machiavel permet d'aider ceux qui l'étudient à mieux comprendre ce à quoi peut ressembler un Prince aujourd'hui. Au lieu de s'intéresser aux figures aujourd'hui largement méconnues de César Borgia, Francesco Sforza ou d'Agathocle, cet ouvrage évoquera des personnages contemporains comme Charles de Gaulle, Mouammar Kadhafi, Lee Kwan Yew et Noursoultan Nazarbaïev pour mettre en évidence l'importance des Princes actuels, les cas de figure où ils peuvent s'avérer nécessaires et le type d'actions auxquelles ils devraient recourir. Mon ambition est de permettre aux lecteurs d'aujourd'hui de mieux comprendre les conseils formulés par Machiavel il y a

⁸ Cela est particulièrement évident dans la section IX du livre premier des *Discours sur la première décade de Tite-Live*.

⁹ Erica Benner, *Machiavelli's Ethics*, Princeton : Princeton University Press, 2009, p. 407. Voir aussi Raymond Aron, *Machiavel et les tyrannies modernes*, Paris : Éditions de Fallois, 1993, p. 71.

plus de 500 ans et la façon dont ils peuvent s'appliquer dans un contexte totalement différent de celui qui était le sien à la Renaissance, ceci en faisant appel à des dirigeants politiques mieux connus de nos contemporains tout en demeurant le plus fidèle au texte original.

Jean-François Caron
Noursoultan, juillet 2019

Chapitre 1

Des desseins des gouvernements : préserver la souveraineté de l'État

De nombreux auteurs se sont penchés sur ce que devraient être les objectifs des gouvernements. Les finalités que j'attribue aux associations politiques sont toutefois assez différentes de celles avancées par les philosophes politiques d'autrefois qui s'intéressaient au régime politique en tant que moyen d'atteindre un but moral ou philosophique supérieur. D'après moi, cela les a conduits à commettre une erreur fondamentale. En effet, dans le cadre de leurs recherches, ils ont imaginé des États n'ayant jamais existé, que l'on ne trouve pas aujourd'hui et qui n'existeront jamais. Leur idéalisme les a incités à oublier la vraie nature de l'être humain et à développer des utopies absolument inexploitable. La science politique doit plutôt être considérée comme une science pratique dans laquelle la ruse l'emporte sur la morale au moment de trouver des solutions concrètes qui permettront aux sociétés de demeurer stables et prospères en se prémunissant contre les ingérences extérieures et garantiront la liberté et le bonheur des peuples.

De ce point de vue, le premier impératif auquel les dirigeants ne sauraient déroger est celui de protéger leur État contre la domination étrangère : il leur faut trouver des solutions qui ne placent pas sa souveraineté, et donc la liberté de ses citoyens, à la merci de forces extérieures. S'il est évident que la liberté revient, pour les citoyens, à pouvoir poursuivre leurs propres desseins sans subir d'oppression, il est clair également que cela est incompatible avec la soumission de l'État à une autre nation. Ainsi, la quête de liberté veut qu'un État conserve son autonomie, son indépendance et sa capacité à disposer de ses propres mœurs, lois et institutions. Compte tenu de la nature anarchique de l'ordre international, être mû par de bonnes intentions n'est malheureusement pas une option pour les dirigeants. Cela a toujours été, et c'est pourquoi les États et les dirigeants politiques qui ignorent cette réalité méritent d'être sévèrement critiqués¹⁰. Pour atteindre cet objectif, il est inévitable de recourir à des actions pouvant sembler immorales, comme employer la menace ou trahir une alliance ou un allié¹¹.

¹⁰ Comme l'écrit Machiavel dans ses *Discours sur la première décade de Tite-Live* : « Les princes et les républiques modernes qui n'ont point d'armée nationale pour l'attaque ou pour la défense doivent bien rougir d'une telle conduite ; ils doivent être bien convaincus [...] que s'ils n'en ont point, ce ne sont pas les hommes propres à la guerre qui manquent, mais bien à eux le talent de savoir faire des guerriers » (livre premier, section XXI). Dans *Le Prince*, il soutient que « pour tout État, soit ancien, soit nouveau, soit mixte, les principales bases sont de bonnes lois et de bonnes armes » (chap. 12). Dans la préface de *L'Art de la guerre*, il écrit que « tous les établissements créés pour l'avantage commun de la société, toutes les institutions formées pour inspirer la crainte de Dieu et des lois seraient vaines si une force publique n'était destinée à les faire respecter [...]. Sans ce secours, l'État le mieux constitué finit par se dissoudre : semblable à ces palais magnifiques qui, brillants dans l'intérieur d'or et de pierreries, manquent d'un toit qui les défende des injures du temps ».

¹¹ Comme l'écrit Machiavel dans ses *Discours* : « S'il s'agit de délibérer sur [le salut de sa patrie], il ne doit être arrêté par aucune considération de justice ou d'injustice,

C'est pourquoi nous ne pouvons que saluer un dirigeant comme Charles de Gaulle qui a su faire de la France l'une des cinq grandes nations de l'échiquier mondial actuel après qu'elle eut perdu ce statut à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. De retour au pouvoir en 1958, le général de Gaulle était décidé à rendre sa grandeur à la France. Pour y parvenir, il entreprit notamment d'égaliser la puissance militaire des Américains et des Soviétiques en dotant son pays de la bombe nucléaire en 1960. Pour De Gaulle, développer cette arme de destruction massive était un moyen de garantir la sécurité de la France, et c'est en ce sens qu'il faut interpréter sa célèbre réponse à l'ambassadeur russe en France, qui lui avait dit que la France resterait impassible si l'URSS lâchait une bombe atomique sur Marseille. Il lui répondit que si cela devait se produire, ils mourraient ensemble, car la France larguerait à son tour une bombe sur Leningrad et Moscou. Pour le général, la dissuasion associée au risque de destruction mutuelle était une forme de riposte rendant toute attaque hautement improbable, voire impossible, et garantissant donc la souveraineté de sa patrie. On peut dire la même chose de la stratégie de Kim Jong-un, qui, avec son programme d'armement nucléaire et ses tests de missiles intercontinentaux, a rendu la souveraineté nord-coréenne pratiquement inviolable. Cette force de dissuasion invalide tout projet éventuel des États-Unis qui consisterait à envahir son territoire et de substituer son régime à un régime démocratique, puisqu'une telle manœuvre entraînerait des représailles susceptibles de précipiter le monde vers un holocauste nucléaire. Certes, nombreux sont ceux qui objecteront qu'il est profondément immoral de menacer d'autres États avec une arme de destruction massive. À mon avis, la *raison d'État* est beaucoup plus importante et l'on ne peut s'en remettre simplement à des principes moraux pour préserver l'indépendance d'un État : on ne peut en effet compter que sur la force¹².

Le développement de la bombe atomique par la France contribua d'une autre manière à son indépendance, insidieusement menacée par le géant américain qui dictait sa politique depuis 1945. De Gaulle ne contestait pas l'importance de se battre aux côtés des alliés de la France, à condition que ce soit à l'avantage de ses compatriotes. Cette

d'humanité ou de cruauté, de honte ou de gloire. Le point essentiel qui doit l'emporter sur tous les autres, c'est d'assurer son salut et sa liberté » (livre troisième, section XLI).

¹² Le récit que fait Machiavel de la bataille des Fourches Caudines témoigne de l'importance de préserver l'indépendance d'un État, même au prix de moyens d'action immoraux. Coincés dans une vallée et cernés par les Samnites, les Romains savaient que résister les condamnerait à une mort certaine. Conscient de cet avantage, l'ennemi en profita pour négocier une capitulation très désavantageuse, leur proposant de regagner Rome sans armes. Il s'agissait d'une proposition déshonorante et humiliante, mais les Romains savaient qu'un refus entraînerait l'anéantissement de leur armée, ce qui reviendrait à affaiblir leur cité et à l'exposer à toutes sortes d'attaques pour les générations à venir. À l'inverse, accepter la proposition des Samnites donnerait l'occasion aux Romains de se remettre de leurs blessures pour mieux se venger. Ainsi, Machiavel écrit dans ses *Discours* que les dirigeants doivent, pour garantir l'indépendance de Rome, mettre de côté toute « considération de justice ou d'injustice, d'humanité ou de cruauté, de honte ou de gloire » et faire le nécessaire pour « assurer [le] salut et [l]a liberté [de la patrie] » (livre troisième, section XLI).

indépendance vis-à-vis d'un allié résulte de l'aptitude à dire « non » sans avoir à souffrir les conséquences d'un tel refus. Si la souveraineté d'un pays est en grande partie subordonnée au bon vouloir d'une autre puissance, alors cette puissance a la capacité de forcer son allié à lui emboîter le pas et l'inciter à adopter des politiques économique, militaire et diplomatique plus favorables à cette puissance qu'à ses citoyens.

Pour les dirigeants politiques, il n'existe donc pas de meilleur moyen de garantir la souveraineté de leur État que de se doter de bonnes armes leur évitant d'avoir à dépendre du bon vouloir d'alliés. Ces derniers peuvent en effet exploiter à leur avantage la dépendance d'un État, plaçant ce dernier dans une situation qui n'est pas moins terrible que s'il avait été conquis. En outre, les dirigeants ne devraient pas s'en remettre à la seule volonté d'un allié de contribuer à la défense de leur État en cas d'attaque. Dans l'histoire, les exemples d'États ayant manqué à leurs promesses vis-à-vis d'autres États ne manquent pas. Tant qu'un allié est en paix, les autres nations sont toujours disposées à tenir parole et à respecter leurs promesses. C'est en temps de guerre que les choses se corsent. Bien souvent, les alliés se dérobent et les États perdent leur indépendance et finissent par tomber en servitude politique.

Cela revient en quelque sorte à faire appel à des mercenaires pour assurer la sécurité d'un État. Ces individus sont susceptibles de se dérober à leurs responsabilités contractuelles à tout moment, car ils n'ont aucune raison profonde de risquer leur vie et leurs intérêts pour une autre entité¹³. Saddam Hussein a commis l'erreur de s'en remettre aux promesses d'États perçus comme des alliés lorsqu'il a pris la décision malavisée d'envahir le Koweït en 1990. Quelques jours avant l'invasion, l'ex-dictateur irakien avait été informé par les Américains — avec lesquels il avait développé une étroite coopération militaire lors de la guerre Iran-Irak (1980-1988) — que ces derniers n'étaient pas intéressés par les conflits entre États arabes. Saddam Hussein pensait qu'il avait le feu vert des États-Unis et que son allié se contenterait de condamner verbalement l'invasion sans prendre de mesures actives contre son pays, comme cela avait été le cas auparavant sous les administrations Reagan et Bush qui n'avaient pas imposé de sanctions pour ses violations du droit international dans les années qui avaient précédé l'invasion du Koweït. Cette mauvaise interprétation des véritables

¹³ Dans *Le Prince*, Machiavel écrit : « Je dis donc que les armes qu'un prince peut employer pour la défense de son État lui sont propres, ou sont mercenaires, auxiliaires, ou mixtes, et que les mercenaires et les auxiliaires sont non seulement inutiles, mais même dangereuses. Le prince dont le pouvoir n'a pour appui que des troupes mercenaires, ne sera jamais ni assuré ni tranquille ; car de telles troupes sont désunies, ambitieuses, sans discipline, infidèles, hardies envers les amis, lâches contre les ennemis ; et elles n'ont ni crainte de Dieu, ni probité à l'égard des hommes. Le prince ne tardera d'être ruiné qu'autant qu'on différera de l'attaquer. Pendant la paix, il sera dépouillé par ces mêmes troupes ; pendant la guerre, il le sera par l'ennemi. La raison en est, que de pareils soldats servent sans aucune affection, et ne sont engagés à porter les armes que par une légère solde ; motif sans doute incapable de les déterminer à mourir pour celui qui les emploie. Ils veulent bien être soldats tant qu'on ne fait point la guerre ; mais sitôt qu'elle arrive, ils ne savent que s'enfuir et désertir » (chap. 12).

intentions de son allié aura valu à Saddam Hussein une défaite militaire cuisante en 1991 et l'affaiblissement de son régime jusqu'à son renversement en 2003¹⁴.

¹⁴ Machiavel se montre très sceptique quant à la capacité des États et de leurs dirigeants à tenir parole en matière de politique internationale. Il mentionne ainsi de nombreux exemples d'entités ayant tourné le dos à leurs alliés lorsqu'il était plus avantageux pour elles de le faire, même quand cela se faisait aux dépens d'un ancien partenaire. Ainsi, dans ses *Discours*, il évoque le manque de fiabilité des coalitions : « Toute l'Italie se ligua, en 1483, contre les Vénitiens. Réduits aux dernières extrémités, ne pouvant plus tenir la campagne avec leur armée, ils surent gagner Ludovic Sforza, gouverneur de Milan, et faire avec lui un traité par lequel non seulement ils recouvrèrent les terres qu'ils avaient perdues, mais encore ils s'emparèrent d'une partie de la principauté de Ferrare. Leurs revers pendant la guerre se changèrent à la paix en avantages réels » (livre troisième, section XI). Il insiste aussi sur ce point dans *Histoires florentines*, dans lesquelles il écrit que « ce sont, en effet, la force et la nécessité, et non les écrits et les engagements, qui font que les princes observent leur parole » (livre VIII, chapitre 22).

Chapitre 2

Des desseins des gouvernements : prévenir les conflits internes

Préserver la souveraineté d'une nation n'est que le premier des objectifs auxquels les dirigeants politiques devraient aspirer. De fait, l'indépendance n'a guère d'intérêt si ces mêmes dirigeants ne sont pas en mesure de maintenir la paix et la stabilité à l'intérieur de leurs frontières. L'histoire nous l'a démontré : les conflits internes peuvent paralyser un État plus durablement qu'une guerre. Cela soulève la question de l'origine des troubles civils, sur laquelle je me pencherai dans ce chapitre.

Malgré une image romantique répandue voulant que les individus soient entièrement dévoués au bien commun et placent leur patriotisme au-dessus de leurs intérêts personnels, je constate qu'il ne s'agit pas d'une tendance naturelle de l'être humain. Au contraire, les humains sont naturellement égoïstes et privilégient toujours ce qui est bon pour eux. Ce penchant naturel explique pourquoi ils ont uniquement tendance à se rapprocher de ceux avec qui ils partagent des intérêts communs. C'est ainsi que se forment les groupes, entre lesquels des tensions finissent inévitablement par apparaître lorsque les intérêts particuliers divergent, créant ainsi une instabilité à l'intérieur des États. L'objectif des Princes et des dirigeants politiques est donc, d'une part, de trouver le moyen de maîtriser ces tensions, et, d'autre part, de développer des mécanismes leur permettant de faire contrepoids aux inclinations naturelles des individus en les incitant à faire passer le bien commun avant leurs intérêts personnels. L'objectif premier des dirigeants politiques devrait donc être de tempérer les instincts naturels des individus au moyen de ces mécanismes. Bien entendu, le défi est de trouver le moyen d'y parvenir.

Historiquement, la principale difficulté a toujours été de concilier deux désirs antagonistes : celui des riches de commander et d'accroître leur richesse personnelle au détriment d'autrui et celui des autres de rester libres et de protéger leur modeste propriété¹⁵. La paix, l'ordre et la bonne gouvernance ne sont possibles que lorsqu'un équilibre est trouvé entre ces deux oppositions. Lorsqu'elles ne sont pas contenues, les forces destructrices associées à l'ingratitude, à la haine et à l'envie finissent par surgir entre les groupes. Les États et les dirigeants politiques se doivent à tout prix d'éviter un tel déséquilibre, car il conduit au chaos et à la violence. Dans les sociétés où les individus commencent à ressentir de la frustration, on assiste à la montée de discours extrêmes qui finissent par gagner du terrain, propageant et aggravant l'instabilité. Cette frustration peut prendre de nombreuses formes. La domination du prolétariat par la bourgeoisie a ainsi conduit le premier à s'élever contre les fondements mêmes de la société et à établir des régimes totalitaires dans lesquels les bourgeois étaient exterminés, tandis que les travailleurs, à qui la révolution marxiste était censée profiter, en sont venus à vivre dans un système de terreur qui a annihilé leur liberté individuelle. Nous assistons actuellement dans de nombreuses sociétés capitalistes avancées à une flambée de colère de la part d'individus ordinaires qui, pour différentes raisons, en sont

¹⁵ Dans *Le Prince*, Machiavel écrit : « Dans tous les pays, en effet, on trouve deux dispositions d'esprit opposées : d'une part, le peuple ne veut être ni commandé ni opprimé par les grands ; de l'autre, les grands désirent commander et opprimer le peuple » (chap. 9).

venus à penser que le système n'opérait plus en leur faveur. Les fondements des sociétés occidentales sont ainsi remis en question par des dirigeants populistes qui promettent de faire bouger les choses et de trouver des solutions à l'insatisfaction profonde de la population. On ne peut exclure que certains d'entre eux parviendront à rendre le système capitaliste plus équilibré et humain et à répondre de manière satisfaisante aux demandes du peuple en améliorant l'équité. Au vu de leurs propositions actuelles, toutefois, il n'y a pas lieu d'être optimiste dans la mesure où les programmes politiques qu'ils proposent sont essentiellement divisifs. Pour faire cesser ce cycle de rage politique, il faudrait que les dirigeants politiques puissent offrir des solutions équilibrées permettant à chaque groupe d'avoir le sentiment de pouvoir mener une vie agréable selon ses propres critères en s'appuyant sur des ressources financières suffisantes et équitables et sur des perspectives d'ascension sociale.

Quelle disposition d'esprit est la plus nuisible à la stabilité de l'État ? Celle du peuple ou celle de la noblesse ? S'il était autrefois commun, notamment aux États-Unis¹⁶, de voir les architectes constitutionnels mettre tout en œuvre pour empêcher le peuple de menacer la stabilité de l'État et la liberté de leurs co-citoyens, il me semble que la priorité devrait plutôt être d'empêcher les riches d'acquérir trop d'influence. Après tout, il existe une différence fondamentale entre les riches et les gens ordinaires : tandis que les premiers sont mus par une soif inextinguible de satisfaire leurs intérêts particuliers et de s'attirer toujours plus de reconnaissance, les seconds aspirent simplement à ne pas être dominés. C'est pourquoi l'absence de contrôle des riches devrait davantage nous inquiéter que les désirs des gens ordinaires. S'il fallait choisir, je dirais qu'il est toujours plus sage de donner le pouvoir aux individus les moins enclins à en abuser et à violer la liberté d'autrui¹⁷. Cela ne veut pas dire que les gens ordinaires sont intrinsèquement plus altruistes et attachés au bien commun que les riches. Mon avis repose simplement

¹⁶ Les articles du *Fédéraliste* sont très clairs sur ce point, en particulier le n° 10, où il est écrit : « Par faction, j'entends un certain nombre de citoyens, formant une majorité ou une minorité de la société, qui sont unis et conduits par une impulsion commune de passion ou d'intérêt, ennemis des droits des autres citoyens ou des intérêts permanents et généraux de la communauté ». Dans *Le Fédéraliste* n° 51, James Madison écrit que la seule source d'autorité légitime est le peuple, et que des contrôles et contre-pouvoirs doivent être instaurés pour éviter qu'un groupe nuise à la liberté des autres. À aucun moment *Le Fédéraliste* n'évoque le risque que les individus riches puissent finir par obtenir les clés du pouvoir et manipuler les outils du gouvernement pour servir leurs intérêts aux dépens de ceux des gens ordinaires.

¹⁷ À propos de la nature spécifique de ces deux dispositions d'esprit, Machiavel écrit, dans ses *Discours* : « [J]e dirai qu'il faut toujours confier un dépôt à ceux qui ont le moins le désir de le violer. Sans doute, à ne considérer que le caractère de ces deux ordres de citoyens, on est obligé de convenir qu'il y a, dans le premier, un grand désir de dominer, et dans le second, le désir seulement de ne pas l'être ; par conséquent plus de volonté de vivre libre. Le peuple préposé à la garde de la liberté, moins en état de l'usurper que les grands, doit en avoir nécessairement plus de soin [...] » (livre premier, section V). Dans *Le Prince*, Machiavel écrit : « [M]ais il n'en est pas de même du peuple, dont le but est plus équitable que celui des grands. Ceux-ci veulent opprimer, et le peuple veut seulement n'être point opprimé » (chap. 9).

sur le fait que les demandes et les attentes des gens ordinaires sont plus modestes que celles des riches et qu'ils sauront prendre des décisions plus équitables que ces derniers aussi longtemps que le système politique sera favorable à la préservation de leur liberté. D'une certaine façon, leur attachement au bien commun découle de leur propre égoïsme ; ils ne sont donc pas moralement supérieurs aux riches.

Ce n'est pourtant pas le choix traditionnellement retenu par les États. Ces derniers ont en effet toujours sous-estimé la capacité du peuple à gouverner une république. La vision dominante voulait que le peuple, en tant qu'agent politique, soit ignorant et mû par un désir incontrôlé de satisfaire ses intérêts particuliers au détriment des notables lorsqu'il s'engageait en politique¹⁸. Mais le cas de la République romaine vient contredire cette vision. En vertu de la constitution romaine, en effet, le peuple était en droit d'accuser formellement les magistrats suspectés d'avoir agi à l'encontre du bien commun et de sa liberté. Le principal avantage résidait dans le fait que les agissements des citoyens puissants étaient constamment scrutés à la loupe, les obligeant ainsi à se comporter d'une manière favorable à la liberté du peuple. Les représentants du peuple — les tribuns de la plèbe — n'étaient pas les seuls à pouvoir accuser ces individus : le peuple lui-même pouvait formuler des accusations par le biais d'assemblées formelles. Lorsque la responsabilité de juger de la culpabilité d'un chef d'État accusé de contrevenir au bien commun n'échoit qu'à une poignée d'individus, il est fort probable qu'ils s'entendent entre eux ou que la crainte de représailles contre eux ou contre les membres de leur famille influence leur jugement. À l'inverse, lorsqu'un tel jugement repose sur les citoyens, l'anonymat de la procédure les rend plus enclins à sanctionner un magistrat malavisé. En effet, leur vote est connu d'eux seuls et le pouvoir de la masse a tendance à neutraliser les petits groupes d'individus dissidents dont le vote pourrait être influencé par des inimitiés personnelles envers l'accusé. Cette procédure comporte un autre avantage : celui de canaliser la frustration du peuple au moyen d'une procédure légale. Elle a ainsi permis à maintes reprises d'apaiser les tensions entre les membres de la plèbe et les patriciens, car les sanctions imposées par le peuple n'étaient jamais perçues comme des violences privées, perception qui aurait sans doute engendré d'interminables vendettas¹⁹.

¹⁸ En contrepartie, le manque d'engagement politique du peuple est souvent avancé comme la preuve de son manque d'ingéniosité, d'initiative ou d'attachement au bien commun.

¹⁹ Comme l'écrit Machiavel dans ses *Discours* : « C'est à l'occasion de cet événement que nous observerons combien il est utile, important, dans une république, d'avoir des institutions qui fournissent à l'universalité des citoyens des moyens d'exhaler leur fureur contre d'autres citoyens. À défaut de ces moyens, autorisés par la loi, on en emploie d'illégitimes qui produisent, sans contredit, des effets bien plus funestes. Que dans ces occasions un individu soit opprimé, qu'on commette même à son égard une injustice, l'État n'éprouve que peu ou point de désordre. En effet, cette oppression ne s'exerce ni par la force réunie des particuliers, ni par les secours d'aucune force étrangère — deux causes puissantes de la ruine de la liberté. Mais elle s'opère par une force, une autorité légale, contenues dans des bornes qu'elles ne dépassent pas au point de renverser la République » (livre premier, section VII).

Nous devrions par ailleurs ignorer les mises en garde des nombreux auteurs qui ont tenté de répandre l'idée selon laquelle le peuple ne doit pas être directement impliqué dans le processus législatif. On ne saurait en effet ignorer ses capacités en la matière, d'autant qu'il est capable d'anticiper les résultats, bons ou mauvais, grâce à la vertu cachée qui l'anime²⁰. L'histoire a prouvé que, sous l'égide d'institutions appropriées, le peuple est capable de faire la distinction entre les bonnes et les mauvaises solutions. Les peuples d'Athènes et de Rome l'ont d'ailleurs fait pendant de très longues périodes. L'incapacité du peuple à prendre des décisions au nom du bien commun et pour servir ses intérêts particuliers n'est pas due à sa nature, mais au fait qu'il est exclu du processus de décision par une élite qui n'hésite pas à exploiter les mécanismes de l'État pour parvenir à ses fins et priver ce dernier de sa liberté. Placé devant pareille imposture, il n'est pas étonnant que le peuple en vienne à manifester une hargne et un extrémisme pouvant donner l'impression aux analystes que ses membres sont animés par des instincts irrationnels.

Une fois qu'une société a trouvé le moyen de concilier ces intérêts concurrents, l'autre tâche consiste à inciter le peuple à se consacrer au bien commun. En effet, la capacité à concevoir l'État comme un instrument permettant de satisfaire ses ambitions, que ce soit à l'échelle de l'individu ou du groupe, favorise le développement d'une forme de patriotisme civique que chaque membre de la société aspirera à protéger à tout prix. Le peuple doit voir l'État et ses institutions comme le seul outil capable d'empêcher autrui de le priver de sa liberté. Il n'hésitera pas, alors, à prendre les armes si ce *vivere libero* venait à être menacé par un ennemi domestique ou étranger. Fait plus important encore, le sentiment d'appartenance à un régime politique libre que réussit à susciter un État favorise le développement d'un lien social à même d'unir tous les membres d'une société donnée. La force du patriotisme évoqué plus tôt ne saurait être dédaignée : il peut en effet l'emporter sur des considérations mesquines et intéressées et pousser des individus ayant des intérêts fondamentalement opposés à agir ensemble au nom du bien commun. À cet égard, l'exemple de Marcus Capitolinus est très évocateur. Après avoir défendu la République romaine contre les Gaulois, il prit goût au pouvoir absolu et provoqua des conflits entre le peuple et les riches patriciens romains en annulant les dettes des citoyens ordinaires. Voyant leurs intérêts menacés, les nobles le firent arrêter et juger au motif qu'il aspirait à un pouvoir royal. Étonnamment, le peuple ne fit rien pour le défendre et accueillit même positivement sa condamnation. La décision du peuple de se ranger du côté des nobles peut s'expliquer par sa lucidité face à la garantie instable

²⁰ Comme l'écrit Machiavel dans ses *Discours* : « En entreprenant de défendre une cause contre laquelle tous les historiens se sont déclarés, je me charge peut-être d'une tâche si difficile ou d'un fardeau si lourd que je serai obligé de l'abandonner par impuissance, ou de courir le risque d'en être accablé. [...] Ajoutons d'ailleurs que les villes où les peuples gouvernent font de rapides progrès en peu de temps, et bien plus grands que celles qui vivent sous des princes. Qu'on se rappelle Rome, après l'expulsion de ses rois ; Athènes, après s'être délivrée des Pisistrate ; cette différence ne peut naître que de la supériorité du gouvernement d'un peuple sur celui d'un prince » (livre premier, section LVIII).

que lui offrait Capitolinus s'agissant de sa capacité à rester libre dans la durée. Il savait que Capitolinus deviendrait un tyran et un oppresseur pour les citoyens romains et qu'il valait donc mieux appuyer les institutions républicaines (voir *Discours*, livre troisième, section XIII).

Ce sentiment d'appartenance est nécessaire dans les États socialement fragmentés, mais aussi dans les États divisés par des questions ethniques ou religieuses. Comme on l'a vu par le passé, les fractures de ce genre peuvent menacer la stabilité des États et les dirigeants doivent donc veiller à limiter leur apparition. Elles risqueraient, sinon, de provoquer la scission de leur pays ou de susciter une polarisation de l'opinion qui ne ferait qu'exacerber l'instabilité nationale. Il faut donc, au moyen d'une forme analogue de patriotisme inclusif, faire contrepoids à l'inclination naturelle des groupes nationalistes ou ethniques à faire passer leurs intérêts culturels avant le bien commun.

En ce sens, nous pouvons saluer les Suisses, qui ont su maintenir une certaine stabilité politique dans un contexte de profonde diversité ethnoculturelle et linguistique. D'autres États comparables ont été pris en otage par des groupes sécessionnistes qui ont le plus souvent obtenu leur indépendance par la violence. Lorsqu'un pays se retrouve dans cette situation, il ne fait aucun doute que ses dirigeants ont failli à leur mission. De nos jours, de nombreux États importants souffrent d'instabilité politique et sont menacés de délitement du fait de l'existence d'entités infranationales. C'est le cas du Canada, de la Belgique, du Royaume-Uni et de l'Espagne, avec, respectivement, le Québec, la Flandre, l'Écosse et la Catalogne. Il faut donc déterminer pourquoi certaines sociétés culturellement divisées ont su éviter les affrontements ethniques alors que d'autres n'y sont pas parvenues. Compte tenu de ce qui a été dit au sujet du clivage entre groupes sociaux, nous pouvons dire que la prise de décisions qui a invariablement favorisé les groupes dominants n'ont pas été propices au développement d'un sentiment d'appartenance à un régime politique libre auprès des individus appartenant à des groupes minoritaires. À l'inverse, certaines décisions ont conduit les membres de ces groupes à penser que l'État dans lequel ils vivent menace les fondements mêmes de leur identité et de leur liberté. Il va de soi que lorsque cet amour rationnel pour une association politique s'estompe, le sentiment d'attachement grégaire de ces groupes prend le dessus sur tout autre sentiment. Il appartient donc aux dirigeants politiques de faire preuve d'ingéniosité et de trouver le moyen d'apaiser ces groupes et de les convaincre de rester au sein de l'État. Et ils ne peuvent qu'être sévèrement réprochés lorsqu'ils échouent à cette mission en prenant des décisions qui ne sont pas favorables à leur droit à l'auto-détermination qui qui portent préjudice à ce sentiment commun d'appartenance.

Si la Suisse peut être citée en exemple en raison de l'harmonie qui règne entre ses différents groupes ethnoculturels et linguistiques, d'autres pays peuvent, à l'inverse, être cités en contre-exemples. Certains dirigeants politiques ont en effet mené des actions qui ont conduit leurs États respectifs au bord de l'implosion. Citons notamment le cas de l'ancien premier ministre canadien Pierre Elliott Trudeau, dont la politique hostile à toute forme de reconnaissance formelle du peuple québécois a attisé les velléités sécessionnistes de nombreux habitants de la province. Ses années au pouvoir ont été marquées par une montée continue du séparatisme dans cette province canadienne.

Ses attaques contre l'autonomie du Québec ont atteint leur paroxysme en 1981 avec l'imposition d'une nouvelle constitution limitant la capacité des Québécois à légiférer en matière linguistique, une prérogative qui avait toujours été de la plus haute importance pour ces francophones, qui sont entourés par plus de 300 millions d'anglophones. Jusque-là, bon nombre de Québécois nourrissaient un fort sentiment d'attachement envers le Canada, car son système politique leur permettait de s'autodéterminer librement et de protéger leur langue et leur culture. La décision unilatérale de M. Trudeau a fortement ébranlé cet attachement et attisé l'envie de nombreux Québécois, jusqu'alors opposés à la sécession, d'adhérer à cette option. Elle a plongé le Canada dans une grave crise constitutionnelle qui a abouti au référendum de 1995 sur l'indépendance du Québec, lors duquel 49,4 % des électeurs se sont prononcés en faveur de la sécession.

La déclaration d'indépendance de la Catalogne de 2017 marque aussi le paroxysme d'une série d'atteintes à la liberté collective du peuple catalan. Mus par le sentiment que, pour continuer d'évoluer, leur nation avait besoin d'une plus grande autonomie que celle qui lui avait été conférée à la mort de Francisco Franco, les Catalans ont appelé l'État espagnol — par le biais de leur Parlement, puis d'un référendum — à leur accorder davantage de compétences de façon à pouvoir exercer librement leur droit à l'autodétermination. L'État a d'abord accédé à la demande des Catalans en 2006, mais, quatre ans plus tard, les tribunaux espagnols ont annulé la décision. Toutes les tentatives politiques menées en ce sens par la suite ont été obstinément contrées par l'ancien premier ministre espagnol Mariano Rajoy. Cette incapacité à répondre favorablement à la demande des Catalans s'est soldée par un radicalisme à deux visages. Tout d'abord, seule une infime partie de la population catalane était jusqu'alors favorable à la sécession du reste de l'Espagne. Or cette manœuvre d'obstruction de l'État espagnol, qui portait atteinte à la liberté collective des Catalans, a fortement renforcé l'adhésion au principe de la sécession dans la région et donné lieu à des tensions politiques qui risquent d'entraîner un durcissement des revendications indépendantistes, une aggravation des problèmes politiques, voire des violences. Deuxièmement, ce qui a été perçu par bon nombre d'Espagnols comme une incapacité à traiter avec les séparatistes catalans a conduit à la création et à l'essor rapide d'un parti politique extrémiste, Vox, qui promet de préserver à tout prix l'unité du pays en abolissant l'autonomie régionale et en favorisant la centralisation du pouvoir à Madrid. Le programme politique espagnol est désormais dominé par deux rhétoriques extrémistes fondamentalement opposées, ce qui pourrait bien compromettre la paix et la stabilité du pays.

Ces deux exemples montrent que porter atteinte à la liberté collective des peuples dans un État plurinational est le meilleur moyen d'engendrer de l'instabilité, et que cela va donc à l'encontre de l'objectif que les dirigeants politiques se doivent de poursuivre. Ils illustrent également la grave erreur commise par les gouvernements canadien et espagnol. Au lieu de chercher à faire contrepoids à l'émergence d'un sentiment nationaliste en encourageant le développement d'un sentiment patriotique inclusif d'attachement au Canada ou à l'Espagne, ces gouvernements ont pris la décision malavisée de brimer la liberté collective de ces nations. Rétrospectivement, ces tentatives se sont révélées contreproductives et ont conduit de nombreux Québécois et

Catalans à cesser de considérer le pays dans lequel vit leur nation comme une association politique propice à la poursuite de leurs intérêts culturels particuliers. En conséquence, ces actions ont renforcé la volonté de davantage de Québécois et de Catalans à faire sécession de leur pays. Il aurait été bien plus sage d'apaiser ces sentiments nationalistes en ayant recours à des méthodes de conciliation pacifiques²¹.

Ainsi, il est important de privilégier l'intérêt des groupes minoritaires dans un contexte de diversité ethnoculturelle ou religieuse. Rappelons-nous la différence évoquée précédemment entre les personnes riches et les gens ordinaires. À l'instar des gens ordinaires, ces groupes n'ont pas pour ambition de dominer le groupe majoritaire : ils aspirent simplement à ne pas être dominés ni privés du droit de professer leurs convictions ou de jouir de leur autodétermination. C'est pourquoi il est fondamental de réfléchir à un moyen de renforcer leur position ou de les protéger efficacement contre toute dictature éventuelle de la majorité. Ainsi, lorsqu'ils sentiront que l'association politique plus large dans laquelle ils vivent ne menace pas leur liberté collective, leur sentiment grégaire d'attachement à la nation sera subordonné à leur attachement rationnel à leur pays, qu'ils percevront alors comme étant favorable à leur liberté collective.

²¹ Machiavel insiste sur ce point dans ses *Discours* : « [L]orsque dans une république on voit s'élever un principe destructeur qui prend assez d'accroissement pour en être effrayant, qu'il provienne d'une cause intérieure ou extérieure, il est infiniment plus simple de temporiser avec le mal que de chercher à l'extirper ; car tout ce qu'on tente pour l'étouffer redouble souvent ses forces et fait accélérer la violence qu'on en redoutait. [...] Je dis donc, puisqu'il est difficile de reconnaître ce mal à son origine, et cela par la séduction qu'on éprouve en faveur de tout ce qui commence, il est plus sage de temporiser lorsqu'on le connaît que de l'attaquer ouvertement. En prenant le parti de temporiser, ou il se consume de lui-même, ou du moins il n'éclate que beaucoup plus tard. Les magistrats qui veulent le détruire ou s'opposer à sa violence doivent surtout veiller et prendre garde à ne pas le fortifier en voulant l'affaiblir, et ne pas essayer d'éteindre, en soufflant dessus, un feu qu'ils ne feraient que rallumer » (livre premier, section XXXIII).

Chapitre 3

De la nature humaine et des moyens de la contrôler

Au vu des théories politiques de l'Antiquité, il peut sembler peu ambitieux de limiter la gouvernance aux objectifs cités précédemment. Il serait bien sûr formidable de pouvoir considérer les individus comme des êtres généreux, naturellement disposés à se sacrifier pour le bien commun et foncièrement honnêtes. Malheureusement, la réalité est que les hommes sont avides et ingrats, et qu'ils souhaitent simplement satisfaire leurs intérêts personnels²². Si on les prive de la satisfaction de ce désir viscéral, ils n'hésitent pas à se rebeller au point de provoquer le déclin de l'État, soit l'opposé de l'idéal vers lequel doivent tendre les décideurs politiques. Il est ainsi évident qu'aucune forme de vie politique ne serait possible et qu'aucune coopération intersubjective ne perdurerait si les individus avaient la possibilité de s'abandonner à ces comportements égoïstes. La politique vise ainsi essentiellement à faire en sorte que les êtres humains fassent passer l'intérêt général avant leurs intérêts privés et coexistent pacifiquement en créant un lien qui les unit en dépit de leurs différences. La stratégie qu'il convient d'adopter pour y parvenir a été évoquée au chapitre précédent, mais il me semble nécessaire d'aborder ce point de manière plus explicite.

Cette entreprise peut prendre de nombreuses formes. Dans les États démocratiques où le processus décisionnel n'est pas l'apanage d'un seul individu, le principal outil est assurément le recours à des institutions qui contraignent les individus à considérer le bien commun et les intérêts d'autrui. Avant toute chose, il convient de réfléchir à des mécanismes permettant d'empêcher qu'un groupe en vienne à imposer ses intérêts particuliers au reste de la société. Prenons pour exemple la façon dont les institutions politiques américaines sont organisées. Les architectes de la constitution des États-Unis avaient une conscience aiguë du danger qu'il y avait à accorder trop de pouvoir à un même groupe ainsi que de la nécessité de complexifier le processus décisionnel au maximum en instaurant un système de contre-pouvoir et de séparation des pouvoirs. Ils étaient arrivés à la conclusion que, de cette façon, les groupes aux intérêts divergents n'auraient d'autre choix que de négocier entre eux et de tenir compte des désirs des autres. Ils ont pensé que les politiques issues de ce processus seraient équitables et œuvreraient à préserver la liberté des différents groupes. La réflexion approfondie qui sous-tend cette organisation est aussi digne d'intérêt aujourd'hui qu'elle l'était il y a plus de 200 ans. L'histoire a en effet montré à maintes reprises que l'intérêt public ne peut être défendu qu'à condition que les individus sacrifient leurs propres ambitions sous la

²² Dans *Le Prince*, Machiavel écrit : « On peut, en effet, dire généralement des hommes qu'ils sont ingrats, inconstants, dissimulés, tremblants devant les dangers et avides de gain ; que, tant que vous leur faites du bien, ils sont à vous, qu'ils vous offrent leur sang, leurs biens, leur vie, leurs enfants, tant, comme je l'ai déjà dit, que le péril ne s'offre que dans l'éloignement ; mais que, lorsqu'il s'approche, ils se détournent bien vite » (chap. 17). Il écrit aussi, dans ses *Discours*, « [Q]uiconque veut fonder un État et lui donner des lois doit supposer d'avance les hommes méchants et toujours prêts à déployer ce caractère de méchanceté toutes les fois qu'ils en trouveront l'occasion » (livre premier, section III).

contrainte d'institutions agissant comme une main invisible. Il n'est pas étonnant que les États-Unis aient réussi à devenir la superpuissance que l'on connaît aujourd'hui malgré les multiples intérêts qui coexistent sur ce vaste territoire. Ayant paré à l'éventualité qu'un groupe en domine d'autres et les prive de leur liberté, le système américain a su éviter la corruption à l'intérieur de ses frontières, ce qui a permis à son peuple d'avoir un rayonnement international aussi important.

Le système américain s'inspire dans une certaine mesure du schéma institutionnel de la République romaine qui avait également été conçu pour empêcher l'usurpation du pouvoir par un groupe restreint d'individus. Rome a en effet été l'un des premiers États à s'abstenir d'adopter l'un des trois régimes politiques purs, à savoir la monarchie, l'aristocratie et la démocratie. Dans ces systèmes, le risque est grand que le roi, les oligarques ou la foule exploitent les instruments à leur disposition pour faire de l'État leur propre affaire privée et qu'ils adoptent des lois et des règlements qui leur sont exclusivement favorables. Un tel schéma institutionnel peut uniquement donner lieu à des désaccords, au chaos politique, à la guerre civile et, partant, à la dissolution ou à l'affaiblissement de l'État. En combinant ces trois formes de gouvernement au sein d'une constitution mixte, les Romains ont su contrer leurs défauts intrinsèques. S'il est vrai qu'en 500 ans d'existence, la République romaine n'a pas échappé aux tensions entre patriciens et plébéiens, les institutions ont toujours su contenir les tensions nées de l'opposition entre l'arrogance des nantis et le désir du peuple de conserver sa liberté.

En ce sens, en tant que réalistes, nous devons absolument accepter la discorde sociale et politique comme une composante essentielle et inéluctable de toute organisation humaine. Les sociétés qui imaginent les êtres humains tels qu'ils devraient être et refusent de s'accommoder de la façon dont ils se comportent effectivement sont vouées à l'échec. Il serait certes formidable de pouvoir faire confiance à chacun sans hésiter, mais les sociétés seraient alors inutiles. Nous le savons, il s'agit d'un fantasme irréalisable dans la mesure où la nature humaine est immuable. Ainsi, l'enjeu n'est pas de chercher à changer cet état de fait, mais de définir la méthode la plus efficace pour limiter au mieux les conséquences chaotiques que l'égoïsme des uns peut avoir sur les intérêts des autres. Le rôle de la science politique est donc de trouver les moyens d'équilibrer les rivalités entre groupes sociaux de façon à ce que le bien commun l'emporte.

Le système de contrepouvoir n'est toutefois qu'un aspect de la solution. Comme nous l'avons mentionné plus tôt, il ne faut pas simplement chercher à empêcher un pan de la population de prendre le contrôle politique de l'État, il faut aussi réfléchir à des solutions permettant de responsabiliser le peuple. Le mécontentement populaire observé dans de nombreuses sociétés capitalistes avancées est largement dû au fait que les institutions démocratiques actuelles se préoccupent davantage de limiter l'influence directe du peuple dans la sphère politique. Bien qu'historiquement capable de maintenir l'équilibre entre les groupes, le système politique américain rencontre aujourd'hui de graves difficultés. Au fil des 40 dernières années, en effet, il est devenu toujours plus favorable aux entreprises privées. L'adoption d'un régime fiscal et d'un modèle économique préjudiciables pour le mode de vie et les perspectives d'avenir de l'immense majorité de la population américaine a contribué pour beaucoup à cette évolution. Avec plus de

14 000 lobbyistes recensés à Washington (contre 175 seulement en 1971), les entreprises ont pu s'accorder des exonérations d'impôts en exploitant les lacunes existantes dans le code fiscal. Bon nombre d'entreprises américaines ont par ailleurs délocalisé leur production dans des pays du tiers-monde au cours des dernières décennies, privant le travailleur américain ordinaire et ses proches d'un emploi et de perspectives d'avenir. Cette crise du système américain, qui favorise désormais indûment un groupe toujours plus restreint d'individus aisés — les patriciens romains d'aujourd'hui —, a entraîné l'émergence d'options politiques extrêmes et populistes typiquement incarnées par Donald Trump et Bernie Sanders. Les démunis ont le sentiment d'avoir été laissés pour compte : ils portent un regard morose sur la précarité grandissante du marché de l'emploi, la stagnation des revenus et la hausse du coût de vie. Ils ont perdu espoir dans la capacité de leurs représentants à servir efficacement leurs intérêts. Aussi sont-ils prompts à mettre de côté leur sens de la modération pour soutenir des dirigeants populistes qui leur promettent de résoudre leurs problèmes et de leur redonner une voix dans le processus décisionnel²³.

La situation est la même en France. L'Hexagone souffre en effet des mêmes maux que la société américaine. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'un nombre croissant de Français se tournent vers des partis politiques extrémistes (le *Rassemblement national* de Marine Le Pen et *Les Insoumis* de Jean-Luc Mélenchon) ou non traditionnels (le parti *La République en marche* du président Emmanuel Macron), qui promettent tous de repenser le système pour le rendre plus à l'écoute des intérêts de ceux qu'il a abandonnés à leur sort au cours des dernières décennies. L'éclatement récent des partis politiques traditionnels en France et l'émergence de groupes citoyens réclamant une participation plus directe au processus décisionnel (les gilets jaunes étant l'exemple le plus récent) symbolisent le ressentiment éprouvé par les moins privilégiés envers une classe politique qui, à tort ou à raison, a trahi leurs intérêts²⁴. Le temps presse : ces deux sociétés doivent absolument trouver des solutions qui permettent d'améliorer la réceptivité du système aux besoins d'un nombre croissant de citoyens désabusés. À cet égard, la révolte des gilets jaunes apparaît clairement comme une tentative désespérée de la population de se faire entendre des élites, qui, selon elle, ont fait fi de leurs intérêts, comme en témoigne le cahier de doléances du mouvement²⁵. Les dirigeants des sociétés capitalistes évoluées devraient prêter attention à ces protestations qui s'inscrivent toujours (mais pour combien de temps encore ?) dans le spectre démocratique normal. L'histoire a montré que lorsque les inégalités socio-économiques

²³ Comme l'écrit Machiavel dans ses *Discours*, cette forme de radicalisme est le résultat de la corruption (livre premier, section XVII).

²⁴ Comme l'écrit Machiavel, les soulèvements d'un peuple « lui sont inspirés communément par l'oppression qu'il éprouve ou par celle qu'il redoute » (*Discours*, livre premier, section IV).

²⁵ Les gilets jaunes demandent notamment l'instauration d'un meilleur système d'impôts progressifs qui obligerait les plus fortunés à payer plus d'impôts qu'aujourd'hui, la revalorisation du salaire minimum garanti, la révision de la rémunération des députés élus au Parlement, la protection des emplois sur le territoire français, l'adoption d'une politique agressive de recouvrement du manque à gagner imputable à l'évitement fiscal et l'introduction du référendum d'initiative populaire.

atteignent un point de non-retour, les individus ont tendance à agir en dehors des structures institutionnelles classiques et à recourir à la violence — un phénomène que l'on a commencé à observer ces dernières années. Ainsi, s'ils ne parviennent pas à instaurer rapidement un nouveau rapport de force entre les intérêts des démunis et ceux des nantis, les États-Unis et la France s'exposent à une réaction politique autrement plus vive de la part du peuple. Celle-ci pourrait les déstabiliser et les entraîner dans un chaos politique inextricable dans lequel l'extrémisme deviendrait la norme. Un tel scénario n'admet que deux options exceptionnelles, la meilleure étant une solution monarchique (nous y reviendrons dans un prochain chapitre) et la pire étant une forme de démocratie extrême dans laquelle le peuple n'hésiterait pas à prendre sa revanche contre ceux qui l'ont exploité si longtemps²⁶.

Dans une certaine mesure, le fort sentiment de frustration actuellement observé dans les sociétés capitalistes évoluées rappelle le mécontentement associé aux inégalités économiques entre plébéiens et patriciens qui a entraîné le déclin et l'effondrement de la République romaine. Dès les premières décennies de la République romaine, la question de la redistribution des terres a été une source de tensions entre ces deux groupes. Les patriciens n'ont jamais admis que leur désir démesuré de posséder des terres puisse être une source d'appauvrissement pour les gens ordinaires. Lorsque le peuple romain a tenté d'adopter une nouvelle législation agraire impliquant une redistribution des terres, les nobles ont fait assassiner au Forum romain son principal instigateur, le tribun Tiberius Gracchus. Ils ont ensuite profané la dépouille de son frère, qui s'était donné la mort. En prenant ces mesures extrêmes, les nobles ont montré leur intransigeance et se sont posés en ennemis du peuple, lequel, en retour, en est venu à croire que le seul moyen valable de rétablir la situation était de recourir à la force. On connaît la suite de l'histoire : les patriciens et les plébéiens ont fini par soutenir leurs hommes forts respectifs : Sylla et Pompée pour les premiers, Marius et César pour les seconds. Or chacun de ces hommes avait pour unique ambition de détruire les institutions républicaines pour s'imposer comme seul dirigeant de la société romaine²⁷.

²⁶ Comme l'écrit Machiavel dans ses *Discours* : « De toutes ces causes réunies naît la difficulté ou l'impossibilité de maintenir la liberté dans une république corrompue ou de l'y établir de nouveau. Qu'on ait à l'y introduire ou à l'y maintenir, il faudra toujours la réduire à un gouvernement qui penche plutôt vers l'État monarchique que vers l'État populaire ; parce que les hommes que leur insolence rend indociles au joug des lois ne peuvent être en quelque sorte arrêtés que par le frein d'une autorité presque royale » (livre premier, section XVIII).

²⁷ À propos des problèmes occasionnés par la répartition des terres dans la République romaine, Machiavel écrit : « [I]l s'alluma entre le Sénat et le peuple une haine si terrible qu'on en vint aux armes ; on répandit le sang ; on ne connut plus de frein ; on franchit toutes les barrières. Les magistrats furent impuissants pour remédier au mal ; aucun des partis ne pouvant plus rien espérer de l'autorité, chacun d'eux n'eut confiance qu'en ses propres forces, et ne chercha qu'à se donner un chef en état de le défendre. Dans l'excès de ce désordre, le peuple, dans sa fureur, jeta les yeux sur Marius, à raison de la réputation qu'il s'était acquise. Il le fit consul quatre fois, et il y eut si peu d'intervalle entre ses divers consulats qu'il eut le pouvoir de se nommer lui-même consul encore trois autres fois. La noblesse qui n'avait rien à opposer à ce torrent se tourna du côté de

Aveuglé par sa frustration, le peuple a choisi de soutenir des individus qui prétendaient vouloir le défendre, mais qui n'étaient réellement animés que par la soif du pouvoir. À aucun moment il ne s'est imaginé qu'en soutenant ces hommes, il se condamnait à la servitude. Le régime totalitaire établi en Union soviétique par les bolcheviques constitue un autre exemple de ce type de dénouement.

Dans les sociétés caractérisées par une profonde diversité ethnoculturelle, d'autres mécanismes institutionnels et constitutionnels peuvent permettre de préserver la liberté collective du peuple et de protéger l'État contre le risque de sécession. Ainsi, le fédéralisme, en divisant la souveraineté entre différentes entités politiques, permet aux nations minoritaires de s'autogouverner librement dans des domaines considérés par leurs membres comme essentiels à leur survie culturelle. Le partage du pouvoir étant constitutionnalisé, tout changement requiert généralement l'accord des entités concernées, de sorte qu'il est pour ainsi dire impossible qu'une nation minoritaire perde son autonomie politique. Lorsque ces petites nations ont la possibilité de s'autogouverner à la manière d'États indépendants, la stabilité globale de l'État fédéral a tendance à s'en trouver renforcée. Il est en effet perçu comme une structure qui protège et accorde de l'importance à la liberté collective de ces nations. C'est notamment le cas au Canada, où les Québécois jouissent d'une autonomie complète s'agissant du système d'éducation et des politiques linguistiques et sociales. Cette autonomie contribue à faire de cet État l'un des plus décentralisés au monde. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant qu'un nombre croissant de Québécois aient abandonné l'option sécessionniste depuis les regrettables erreurs commises dans les années 1980 par Pierre Elliot Trudeau, erreurs qui ont bien failli entraîner l'implosion du Canada. La démocratie consociationaliste est un autre modèle institutionnel intéressant qui favorise la liberté du peuple. Cette forme de répartition des pouvoirs peut convenir aux sociétés divisées par des clivages ethniques ou religieux, car elle empêche un même groupe de monopoliser le pouvoir politique. En conférant un droit de veto aux différents groupes impliqués dans la conception des institutions, le consociationalisme les contraint à négocier entre eux et à trouver des solutions consensuelles à leurs problèmes communs.

Malgré la capacité initiale des schémas institutionnels à permettre la cohabitation pacifique de nombreux intérêts divergents au sein d'un même État (qu'il s'agisse de divergences économiques, sociales, ethniques ou religieuses), les citoyens doivent rester sur leurs gardes et anticiper les déséquilibres qui sont susceptibles d'émerger entre les groupes. Ils ont ainsi tout avantage à s'engager politiquement et à garder un œil sur les agissements des dirigeants et des groupes ayant des intérêts qui divergent des leurs, car ceux-ci chercheront toujours à privilégier leurs propres intérêts. Les citoyens qui sont au fait de ce danger et qui sont prêts à prendre des mesures aussitôt

Sylla, le fit chef de son parti ; la guerre civile éclata ; et après bien des révolutions et des flots de sang répandus, la victoire se déclara pour les nobles. Ces fureurs se renouvelèrent sous César et sous Pompée ; l'un, chef du parti de Marius, et l'autre, du parti de Sylla, occasionnèrent de nouveaux combats où César demeura vainqueur. Il fut le premier tyran de Rome, et la liberté disparut pour toujours » (*Discours*, livre premier, section XXXVII).

qu'il se profile peuvent ainsi éviter que leur société ne devienne corrompue.. Il est aussi important que ces mécanismes institutionnels et constitutionnels puissent être ajustés lorsqu'ils commencent à favoriser un groupe au détriment des autres et qu'un sentiment de frustration pousse ces derniers à contester les fondements mêmes de la société. Les institutions ont donc le devoir de s'adapter et d'instaurer un nouvel équilibre avant qu'un tel séisme politique ne survienne.

En effet, nulle institution ne peut prétendre durer éternellement. La corruption guette toujours, du fait de la tendance naturelle de l'être humain à vouloir satisfaire ses intérêts personnels. Les individus investis d'un certain pouvoir ou à même d'influencer les décideurs politiques chercheront toujours à déterminer les faiblesses des institutions et à les rendre plus réceptives à leurs désirs personnels. Un déclin s'opère donc naturellement dans toutes les institutions, aussi parfaites qu'elles puissent sembler à première vue. Aussi les États doivent-ils veiller à ne pas céder à l'illusion que l'équilibre auquel ils sont parvenus durera indéfiniment. Ils doivent tenir compte de la possibilité qu'un déséquilibre entre les intérêts des différents groupes émerge et trouver les moyens de le corriger avant qu'il ne devienne trop grave.

Les États multinationaux doivent ainsi faire preuve de flexibilité lorsqu'un groupe minoritaire juge que le schéma constitutionnel ou institutionnel dans lequel il vit n'est plus favorable à sa liberté collective, sans quoi ce groupe pourrait finir par croire qu'il est victime d'un arrangement politique qui le prive de son droit le plus fondamental. Il pourrait alors être tenté de se tourner vers des options extrêmes et déstabilisantes, comme la sécession. C'est ce qui s'est passé avec les Catalans au cours des dernières décennies. Ce groupe minoritaire n'a pas pu modifier son statut d'autonomie selon ses souhaits afin d'accroître son autonomie vis-à-vis de l'État espagnol. Avant ce blocage politique, les Catalans favorables à l'indépendance (environ 15 %) étaient trop peu nombreux pour constituer une menace. Or quand, en 2010, les tribunaux espagnols ont invalidé la version amendée du statut d'autonomie qu'une écrasante majorité de la population catalane avait approuvé par référendum, les Catalans ont eu l'impression que le système en vigueur n'était pas assez flexible et qu'il ne protégeait plus leur liberté collective. Un grand nombre d'entre eux ont alors plaidé en faveur d'une séparation du reste de l'Espagne. De nombreux Catalans estiment que les institutions espagnoles sont partiales et ne parviennent pas à défendre simultanément les intérêts de leur nation et ceux du reste du pays. Ils ont plutôt l'impression qu'elles nuisent à la satisfaction de leurs besoins collectifs. Cette situation n'est en rien différente de celle d'une société dans laquelle les décideurs politiques se préoccuperaient uniquement de satisfaire les ambitions des riches, nécessairement contraires à celles des pauvres. Dans un tel scénario, il n'y aurait rien d'étonnant à ce que ces derniers défient politiquement ou méprisent les institutions de leur État et les individus qui les gouvernent, ce qui ne manquerait pas de favoriser des solutions politiques extrêmes.

Si les institutions peuvent permettre d'atténuer les effets destructeurs de l'égoïsme humain, il existe cependant aussi d'autres solutions. Ainsi, une bonne éducation peut sensibiliser les citoyens à l'importance de la société et à l'utilité de ses lois s'agissant de

la préservation de leur propre liberté²⁸. La religion est une autre solution : en présence d'une population très attachée au dogme religieux, les responsables politiques ne devraient pas craindre d'exploiter cet ensemble de croyances pour encourager les citoyens à sacrifier leurs intérêts personnels au profit du bien commun. Le recours à la religion peut parfois s'avérer bien plus efficace que les pressions exercées par des institutions objectives. Ceux qui croient en ces dogmes sont plus facilement convaincus par la menace de la colère divine et de la damnation éternelle. Les prêtres et les autres ministres du culte, bien que désarmés, jouissent en effet d'une force de frappe inégalée lorsqu'ils prêchent à un peuple qui adhère très largement aux croyances religieuses. Dans un tel cas, les responsables politiques ne devraient pas hésiter à utiliser la religion comme un instrument d'apaisement ou un outil d'exaltation patriotique. C'est la tactique que Vladimir Poutine a employée en Russie en se servant de l'Église orthodoxe pour cautionner ses politiques, ce qui l'a aidé à obtenir le soutien de son peuple. S'il est vrai que la stabilité politique de la Russie tient en partie à l'autoritarisme du président Poutine, on ne doit pas sous-estimer le fait qu'une grande partie de la population lui accorde volontairement sa confiance et que des millions de Russes le soutiennent pour des motifs religieux. Ainsi, malgré l'isolement dont la Russie fait l'objet en raison de ses politiques expansionnistes, les Russes continuent de soutenir leur président. Ils n'ont manifestement aucune intention de se retourner contre Poutine ou contre son régime, même s'ils ont fait les frais des sanctions économiques imposées au pays. Les soutiens dont bénéficie le chef d'État sont d'ailleurs aussi nombreux qu'avant. Grâce à l'appui de l'Église orthodoxe et du patriarche Cyrille de Moscou, qui défend l'idée d'une exception russe et de coutumes uniques très éloignées des valeurs occidentales, Poutine peut justifier les actions de son pays aux yeux de la population, qui le perçoit comme un « miracle de Dieu », un homme guidé par l'inspiration divine. En mêlant politique et religion, Poutine parvient à convaincre son peuple que la Russie a pour mission d'élargir son influence et de promouvoir les valeurs orthodoxes au-delà de ses frontières géographiques et que l'opposition de l'Occident, qui, dans les faits, est fondée sur des motifs politiques, est aussi contraire à la volonté de Dieu. L'Église orthodoxe, qui est l'institution la plus respectée de Russie (devant les tribunaux, les médias, l'armée, les forces de police et le gouvernement), soutient les actions du gouvernement en usant d'une rhétorique fondée sur la volonté divine²⁹.

²⁸ Sur le thème de l'importance d'une bonne éducation, voir la section XXXI du livre troisième des *Discours*.

²⁹ Le recours à la religion comme outil pour instaurer l'ordre et promouvoir un sens du dévouement à l'État est bien documenté dans l'ouvrage de Machiavel. Il écrit par exemple dans ses *Discours* : « Quoique Rome eût un premier fondateur, Romulus, à qui, comme à un père, elle devait et la naissance et l'éducation, les dieux ne crurent pas les lois de ce prince capables de remplir les grands desseins qu'ils avaient sur elle. Ils inspirèrent au Sénat romain de lui donner pour successeur Numa Pompilius [...]. C'était un peuple féroce que Numa avait à accoutumer à l'obéissance des lois en le façonnant aux arts de la paix. Il eut recours à la religion, comme au soutien le plus nécessaire et le plus assuré de la société civile, et il l'établit sur de tels fondements qu'il n'existe pas de temps et de lieu où la crainte des dieux ait été plus puissante que dans cette république, et cela pendant plusieurs siècles. Ce fut sans doute cette crainte salutaire qui facilita toutes les entreprises du Sénat et de tous ces grands hommes. Quiconque examinera

les actions de ce peuple en général et d'une infinité de Romains en particulier verra que ces citoyens craignaient encore plus de manquer à leurs serments qu'aux lois, en hommes qui estiment bien plus la puissance des dieux que celle des mortels [...] » (livre premier, section XI).

Chapitre 4

Des qualités requises pour gouverner une société démocratique

Le chapitre précédent a souligné l'importance de bonnes lois capables de concilier les différentes dispositions d'esprit au sein d'une même société. Or l'existence de mécanismes institutionnels et constitutionnels solides ne suffit pas lorsqu'on souhaite éviter la domination d'un groupe sur un autre. Les bonnes lois doivent en effet s'accompagner de bonnes mœurs³⁰. Les politiques ont également un rôle majeur à jouer dans cette quête de paix, d'ordre et de stabilité. Ils doivent posséder certaines qualités essentielles, notamment la capacité à limiter au maximum les répercussions négatives que les informations fallacieuses peuvent avoir sur le débat public en combattant la corruption du peuple et en affichant leur propre volonté de servir le bien commun. Ils doivent également savoir anticiper les failles des institutions et les réformer avant que les troubles civils n'éclatent.

Les gens ordinaires sont naturellement plus enclins à prendre des décisions plus équitables que les riches (sauf lorsqu'ils sont dominés par ces derniers, auquel cas leurs décisions sont extrêmes), mais ils peuvent aussi être pervertis par une poignée d'individus radicaux n'ayant aucun scrupule à propager des opinions fallacieuses susceptibles de troubler la paix qui règne entre les différents groupes sociaux ou ethnoculturels d'une société. Les hommes d'État en démocratie doivent donc être capables de combattre la rhétorique délétère et redoutablement efficace de ces démagogues³¹. Confronté à deux arguments, l'un rationnel et l'autre démagogique, le peuple penchera invariablement en faveur du second³², mais il doit malgré tout être informé de cet argument rationnel. Il appartient ainsi aux dirigeants politiques de montrer la voie à suivre et de veiller au maintien de la santé politique de la masse. Ils doivent dès lors avoir le courage de s'opposer à ces démagogues et de gérer les tensions qui pourraient émerger.

Plus important encore, les hommes d'État doivent lutter contre la corruption populaire, à savoir le refus de contribuer au bien commun et à la préservation de l'État. Cette tâche

³⁰ Comme l'écrit Machiavel dans ses *Discours* : « [C]ar, comme les bonnes mœurs pour se maintenir ont besoin des lois, les lois à leur tour, pour être observées, ont besoin de bonnes mœurs » (livre premier, section XVIII).

³¹ Comme l'écrit Machiavel dans ses *Discours* : « Rarement les désirs d'un peuple libre sont-ils pernicious à sa liberté. Ils lui sont inspirés communément par l'oppression qu'il éprouve ou par celle qu'il redoute. Si ses craintes sont peu fondées, il a le secours des assemblées où la seule éloquence d'un homme de bien lui fait sentir son erreur » (livre premier, section IV).

³² Pour Machiavel, la capacité de prendre des décisions raisonnables est une caractéristique commune aux éléments du peuple. Il écrit dans ses *Discours* : « Quant à la manière de juger, on le voit bien rarement se tromper ; quand il entend deux orateurs à talents égaux lui proposer deux partis opposés, il prouve, en se décidant pour le meilleur, qu'il est capable de discerner la vérité. [...] Un homme de bien peut souvent par son éloquence ramener un peuple licencieux et mutin [...] » (livre premier, section LVIII).

est évidemment de la plus haute importance à une époque où l'hyperindividualisme est la norme. Il existe de nombreuses façons d'encourager ces vertus politiques. L'existence d'un système d'éducation de qualité permet notamment de favoriser et de récompenser diverses qualités comme la tolérance, la prise en compte des besoins des autres et le respect des institutions. Comme nous l'avons vu, la religion peut aussi jouer ce rôle, de même que le recours à une rhétorique insistant sur l'importance de se consacrer au bien commun et sur le fait que les lois en vigueur sont favorables à la liberté de chacun et qu'elles doivent être respectées à tout prix. On peut naturellement imaginer d'autres moyens d'inciter le peuple à se vouer au bien commun, comme honorer et récompenser ceux qui ont fait ce choix afin de les ériger en modèles³³.

La même logique s'applique à la notion plus large de patriotisme décrite précédemment, qui est d'une importance cruciale pour la stabilité des États multinationaux. On observe en effet une corrélation directe entre le sentiment d'attachement des membres de minorités nationales à l'État dans lequel ils vivent et leur propension à se battre pour la stabilité de celui-ci. Les citoyens appartenant à des minorités nationales qui sont animés par cet « esprit fédéral » ne sont pas tentés de déstabiliser leur État en faisant sécession. Il va sans dire que la part de responsabilité des dirigeants politiques est immense : ils doivent réussir à développer et à promouvoir une rhétorique patriotique qui n'exclut pas les membres des groupes ethnoculturels minoritaires et ne se contente pas de refléter l'histoire et la culture du groupe majoritaire. Les minorités risquent, sinon, de ne pas s'identifier au récit proposé, lequel n'aurait aucune prise sur eux en temps de crise. En présence d'un fort sentiment patriotique largement partagé, les individus n'hésitent pas à défendre leur société contre l'ennemi, qu'il soit intérieur ou extérieur. En d'autres termes, il incombe aux dirigeants politiques d'instiller une forme de patriotisme dans le *vivere libero* que leur société permet afin d'inciter ses membres à s'identifier à l'intérêt général et à renoncer à leurs intérêts particuliers au nom du bien commun (en s'acquittant de leurs impôts, en obéissant au gouvernement, voire en sacrifiant leur propre vie). Une fois ces bonnes mœurs largement ancrées, les individus développeront un sens de l'équité et une inclination au compromis. Bien qu'initialement motivés par de bonnes lois et de bonnes institutions, ces sentiments finiront inévitablement par entrer dans les mœurs du pays et par influencer favorablement la façon dont les individus appréhendent le bien commun.

³³ Dans *Le Prince*, Machiavel écrit : « Un prince doit encore se montrer amateur des talents, et honorer ceux qui se distinguent dans leur profession. Il doit encourager ses sujets, et les mettre à portée d'exercer tranquillement leur industrie, soit dans le commerce, soit dans l'agriculture, soit dans tous les autres genres de travaux auxquels les hommes se livrent ; en sorte qu'il n'y en ait aucun qui s'abstienne ou d'améliorer ses possessions, dans la crainte qu'elles ne lui soient enlevées, ou d'entreprendre quelque négoce de peur d'avoir à souffrir des exactions. Il doit faire espérer des récompenses à ceux qui forment de telles entreprises, ainsi qu'à tous ceux qui songent à accroître la richesse et la grandeur de l'État » (chap. 21).

Il faut admettre que les bonnes lois ne se suffisent pas, comme l'illustre l'exemple romain³⁴. Ainsi, même si la République romaine est née de la chute du tyran et dernier roi de Rome Tarquin le Superbe, le peuple s'est aussitôt montré disposé à maintenir l'ordre et à respecter la liberté d'autrui. Cela s'explique par le fait que ses prédécesseurs avaient tous manifesté de grandes vertus que le peuple romain avait fini par intérioriser. Ainsi, la gangrène qui avait atteint le sommet de l'État n'a pas touché la base, qui est restée suffisamment saine pour refuser de sacrifier sa liberté collective lorsqu'il lui a fallu concevoir un nouveau système politique. Grâce aux bonnes lois ayant permis l'acquisition de bonnes mœurs, le peuple romain a pu établir rapidement un nouveau régime — le républicanisme — fondé sur la volonté de maintenir la paix, l'ordre et la bonne gouvernance. Une telle avancée a été rendue possible grâce au legs des autres rois de Rome qui, comme l'a rapporté Cicéron, avaient tous déployé des qualités civiques ayant permis d'apaiser la nature égoïste du peuple³⁵. Cela étant, la République n'a pas pu être sauvée de l'effondrement lors de la lutte de pouvoir opposant César et Pompée, le peuple romain ayant alors sombré dans une corruption généralisée³⁶. Une fois les mœurs corrompues, les meilleures lois et les meilleurs schémas institutionnels n'ont plus suffi à empêcher la chute de la République.

À l'image des vertueux rois romains, les dirigeants démocrates doivent faire posséder certaines qualités et adopter un comportement à même d'inspirer leur peuple à se dévouer pour la société. Certaines de ces vertus ont déjà été évoquées dans ce chapitre, mais j'ajouterais que la plus fondamentale de toutes est assurément la probité. Les dirigeants politiques doivent démontrer à leur peuple qu'ils sont l'incarnation même du dévouement au service public et qu'ils ne souhaitent pas simplement user de leur influence politique pour accroître leur richesse personnelle. Ils se doivent de montrer l'exemple et de toujours traiter les ressources étatiques avec le plus grand respect. Charles de Gaulle aimait faire savoir qu'il réglait lui-même les factures d'électricité de ses appartements privés du palais de l'Élysée et qu'il payait les repas servis aux

³⁴ Machiavel écrit au sujet de l'importance hiérarchique des bonnes mœurs et des bonnes lois : « Si d'heureuses circonstances font opérer le bien sans contrainte, on peut se passer de loi. Mais quand cette heureuse influence vient à manquer, la loi devient nécessaire » (livre premier, section III).

³⁵ Par exemple, comme l'a écrit Cicéron dans son célèbre traité *De la République* : « [Numa Pompilius, le second roi de Rome] divisa par tête, entre les citoyens, les terres que Romulus avait conquises ; il leur fit comprendre que, sans le secours du pillage et de la guerre, ils pouvaient, par la culture des champs, se procurer tous les avantages ; et il leur inspira l'amour du repos et de la paix, le meilleur abri pour faire prospérer aisément la justice et la bonne foi, et la protection la plus puissante pour garantir les travaux des champs et la sûreté des moissons. [...] et par des lois que nous conservons dans nos Archives, il calma les âmes enflammées par l'usage et l'ardeur des combats, et les retint au milieu des tranquilles cérémonies de la religion. [...] Ce fut aussi Numa qui mit le premier en usage les marchés, les jeux, et toutes les occasions de rapprocher et d'assembler les hommes. Par ces établissements, il ramena vers la douceur et la bienveillance des esprits, que la passion des armes avait rendus violents et farouches » (livre second, section XIV).

³⁶ Voir les *Discours* (livre premier, section XVII).

membres de sa famille venus lui rendre visite à l'Élysée les fins de semaine. Les dirigeants qui veillent à leur image peuvent ainsi éviter d'être perçus comme menant un style de vie extravagant financé par les deniers publics. Ils suscitent l'admiration et incitent le peuple à suivre leur exemple.

Enfin, au-delà du devoir qu'ils ont de toujours prendre des décisions équitables à même de favoriser les intérêts spécifiques de tous les groupes sociaux ou ethniques, les dirigeants sont tenus d'anticiper le mécontentement croissant de certains pans de la société qui, s'il n'est pas canalisé ou apaisé, peut donner lieu à des troubles civils ou à une forme quelconque d'extrémisme politique. Au même titre qu'un cancer, qu'il faut soigner avant que les métastases ne se développent dans les organes vitaux, ces situations potentiellement explosives doivent être gérées rapidement, avant qu'elles ne s'aggravent. À l'instar des individus, qui devraient toujours être à l'écoute des changements qui s'opèrent dans leur corps, les dirigeants devraient être en phase avec leur société et ne pas négliger les signes annonciateurs d'un malaise susceptible de dégénérer en une grave maladie. Ainsi, un Prince n'ayant pas la capacité de percevoir la colère ou la frustration d'un groupe social risquerait de se retrouver désarmé face au chaos qui ne manquerait pas de s'installer. C'est précisément le reproche qui peut être adressé à Charles de Gaulle s'agissant de la révolte étudiante de 1968, qui a dégénéré et a fini par menacer le pays. On se souvient en effet de l'allocution de fin d'année qu'il a prononcée en décembre 1967. De Gaulle se réjouissait ainsi de voir qu'après des années de tourmente, la France, contrairement aux autres nations, avait retrouvé sa tranquillité et pouvait être vue par les autres pays comme un exemple d'efficacité politique. Or de Gaulle n'avait pas su voir les problèmes qui guettaient sa nation : la prospérité économique faiblissait, l'inflation augmentait à un rythme inquiétant et les échanges commerciaux étaient dans le rouge. Par ailleurs, après des années de croissance, le chômage était en hausse et les jeunes professionnels étaient particulièrement touchés. Le général n'avait pas su voir non plus que la mentalité de la jeunesse évoluait d'une façon qu'il n'avait jamais imaginée. Plus individualistes que leurs aînés, les jeunes étaient également moins conservateurs sur le plan social et plus critiques envers le capitalisme, le consumérisme et l'autorité. De Gaulle n'a jamais soupçonné l'ampleur de la crise qui se profilait quand les étudiants de la Sorbonne sont descendus dans la rue en mai 1968 après l'évacuation de l'université par les forces de police et l'arrestation de dirigeants étudiants à la suite d'une manifestation pacifique. La protestation étudiante a tourné à la quasi-insurrection lorsque les syndicats ont décrété la grève, puis à la crise politique lorsque des responsables politiques (notamment des membres du Parti communiste) ont évoqué la création d'un gouvernement provisoire. En deux jours, la France était passée du statut de société apaisée à celui de société troublée, menacée par des forces extrêmes qui risquaient de modifier profondément sa nature par leur approche sectaire. Si de Gaulle a été suffisamment habile pour reprendre le contrôle de la situation (nous y reviendrons au prochain chapitre), il faut cependant admettre que celle-ci était imputable à son absence de vision s'agissant des forces populaires émergentes et de la frustration qu'elles avaient accumulée. S'il s'était montré plus sensible à leurs besoins, il aurait pu éviter ces tensions qui ont failli porter des extrémistes au pouvoir.

Chapitre 5

De la nécessité de confier la gouvernance à un seul individu pour sauver une démocratie et ses principes

Si de bonnes institutions et de bonnes mœurs peuvent limiter la tendance naturelle de l'être humain à privilégier ses intérêts propres au détriment du bien commun, il n'en existe pas moins des situations où s'en remettre à ces seuls mécanismes ne constitue pas la meilleure approche, et où il peut s'avérer nécessaire de confier le pouvoir à un seul individu. C'est précisément l'objet de ce livre. Même si le scénario à privilégier est celui d'une république fondée sur le partage des pouvoirs³⁷, certaines situations exceptionnelles justifient qu'on lui préfère une autre option qui relève davantage d'une logique monarchique. Je vais tâcher d'en exposer les raisons ci-après.

Ainsi, une société démocratique dont les principes fondateurs seraient menacés ne devrait pas hésiter, pour éviter leur effondrement, à s'en remettre à un Prince détenteur des pleins pouvoirs politiques. Ce dont une société au bord de la guerre civile ou de l'implosion a besoin, c'est d'un homme providentiel incarnant un ultime espoir s'agissant de la protection de la liberté du peuple et de la restauration de l'ordre républicain. Soulignons que ce besoin extraordinaire n'apparaît que lorsqu'une société et ses institutions ont échoué à trouver les moyens d'enrayer le problème et que le peuple ne peut s'en prendre qu'à lui-même pour n'avoir pas su y remédier dès le départ. Naturellement, cette option de dernier recours comporte le risque que l'homme providentiel, qui cristallise les espoirs de la population, soit simplement mû par le désir de satisfaire ses propres ambitions aux dépens du bien commun. Mais, à ce stade, une société libre n'a plus rien à perdre.

Suspendre l'État de droit démocratique n'a rien d'inhabituel dans l'histoire des sociétés humaines. En pareilles circonstances, les Romains de l'Antiquité étaient tout à fait disposés à suspendre le processus politique normal et à confier les pleins pouvoirs à un même homme, le *Dictator*, dont le mandat consistait à résoudre l'urgence politique ou militaire en cause. Pour exécuter son mandat, il disposait de pouvoirs pratiquement illimités, ce qui faisait de lui une sorte de roi républicain. L'idée d'une telle mesure n'était

³⁷ Dans ses *Discours*, Machiavel écrit : « L'expérience prouve que jamais les peuples n'ont accru et leur richesse et leur puissance que sous un gouvernement libre. Et vraiment, peut-on voir sans admiration Athènes, délivrée de la tyrannie de Pisistrate, s'élever dans l'espace de cent ans à un si haut point de grandeur ? Mais ce qui est plus merveilleux encore, c'est celle à laquelle s'éleva Rome, après l'expulsion de ses rois. Ces progrès sont faciles à expliquer : c'est le bien général et non l'intérêt particulier qui fait la puissance d'un État ; et, sans contredit on n'a en vue le bien public que dans les républiques : on ne s'y détermine à faire que ce qui tourne à l'avantage commun et si, par hasard, on fait le malheur de quelques particuliers, tant de citoyens y trouvent de l'avantage qu'ils sont toujours assurés de l'emporter sur ce petit nombre d'individus dont les intérêts sont blessés. Le contraire arrive sous le gouvernement d'un prince : le plus souvent, son intérêt particulier est en opposition avec celui de l'État » (livre second, section II).

pas de transformer la nature du régime. En effet, les pouvoirs du dictateur étaient limités dans le temps : une fois sa mission accomplie, il devait y renoncer et les restituer au Sénat et au peuple de Rome. Plusieurs dizaines de dictateurs ont ainsi été désignés tout au long de la République romaine lorsque la ville était en proie à des troubles civils compromettant jusqu'à son existence ou qu'elle était confrontée à des menaces externes. Un exemple bien connu est celui de Quintus Fabius Maximus Verrucosus. À la suite de la terrible défaite de l'armée romaine à la bataille du lac Trasimène, il a assumé seul la direction des opérations alors que l'armée d'Hannibal était aux portes de Rome et menaçait d'anéantir la ville. Réputé pour ses prouesses militaires et son génie politique, Verrucosus était considéré comme le seul capable de protéger Rome, qui était alors confrontée à la pire crise de son histoire. Ses talents militaires et politiques lui ont en effet permis de reprendre le contrôle de la situation. D'une part, il est parvenu à convaincre le peuple romain que les dieux leur étaient désormais favorables. D'autre part, connaissant la force de l'armée carthaginoise, il a décidé d'épuiser les hommes d'Hannibal en pratiquant une guerre d'usure (ce que l'on appellerait aujourd'hui une guérilla et une politique de la terre brûlée). Les sénateurs, s'attendant à ce qu'il engage l'ennemi dans le cadre d'une bataille épique décisive, ont d'abord destitué Verrucosus, mais ils ont fini par le rappeler quand ils ont compris que sa stratégie était la plus efficace pour venir à bout d'Hannibal. Les Romains estimaient ainsi qu'en fait d'efficacité, le génie d'un seul homme peut parfois l'emporter sur le jugement du plus grand nombre. On comprend dès lors mieux pourquoi ils toléraient l'instauration de dictatures temporaires lorsqu'ils souhaitaient préserver ce que les individus ont de plus cher.

Évidemment, le terme « dictature » a une connotation négative dans nos sociétés démocratiques actuelles. Force et d'admettre que la logique romaine a pourtant été appliquée à plusieurs reprises dans l'histoire pour empêcher des gouvernements représentatifs de sombrer dans le chaos, la guerre civile ou la tyrannie. Charles de Gaulle est le parfait exemple d'un homme dont les agissements personnels ont permis à la France d'échapper au chaos politique en 1958 et en 1968, et ce, même s'il a disparu de la scène politique et connu une « traversée du désert » après avoir abandonné la présidence de la République en janvier 1946. Alors qu'il était déjà affaibli par l'instabilité du gouvernement³⁸ et la perte de l'Indochine à l'issue de la bataille de Diên Biên Phu, le pays a traversé une crise majeure en mai 1958 : des membres des forces armées ont fomenté un coup d'État et pris le contrôle des bâtiments gouvernementaux en Algérie. Le mois précédent, la France avait traversé une période de vacance politique et il était apparu clairement que Pierre Pflimlin, qui était pressenti pour former le nouveau gouvernement, était favorable à l'indépendance de l'Algérie. En réponse à ce coup d'État, les parlementaires ont néanmoins élu Pflimlin comme premier ministre, portant la tension à son comble. Les mutins des forces armées prirent alors le contrôle de la Corse, établi un second comité de salut public — le premier avait été créé quelques jours auparavant à Alger — et menacé de déclencher l'opération « Résurrection », qui prévoyait le déploiement à Paris de quatre régiments aéroportés. L'opération a finalement été annulée à la dernière minute, après que le président de la République René Coty eut annoncé, au cours d'une session conjointe de l'Assemblée nationale et

³⁸ De 1946 à 1958, la France a connu 24 gouvernements différents.

du Sénat, qu'il avait demandé au « plus illustre des Français » de former un nouveau gouvernement avec la mission de sauver la République.

Le retour du général sur la scène politique lui a permis de réaliser ce qu'il aurait souhaité faire après la guerre, à savoir réorganiser les institutions politiques du pays pour que le président en devienne la figure d'autorité centrale. Il a ainsi demandé aux parlementaires le droit de gouverner par décret pendant six mois, sans s'en remettre à l'Assemblée nationale, et ce droit lui a été accordé. Cette situation exceptionnelle, qui n'est pas sans rappeler les périodes où les pleins pouvoirs étaient concédés à des dictateurs sous la République romaine, apparaissait alors comme le seul moyen de préserver la stabilité et la grandeur de France ainsi que la liberté de ses citoyens. Paradoxalement, le prix à payer était la concentration temporaire des pouvoirs entre les mains d'un homme providentiel qui réunissait les qualités nécessaires pour accomplir cette mission à une époque où le système démocratique conventionnel ne faisait qu'exacerber les problèmes de la France. On comprend dès lors aisément que le recours à un Prince puisse être nécessaire au nom des objectifs auxquels l'État devrait aspirer, et ce, même dans un contexte démocratique.

Bien que perçu comme un dictateur par certains de ses contemporains³⁹, de Gaulle n'a jamais utilisé les pouvoirs dont il disposait pour porter atteinte aux libertés publiques (interrogé par un journaliste lors d'une conférence de presse en 1958, il a eu cette réponse célèbre : « Est-ce que j'ai jamais attenté aux libertés publiques fondamentales ? Je les ai rétablies. [...] Pourquoi voulez-vous qu'à 67 ans, je commence une carrière de dictateur ? »). Il serait donc malvenu de le comparer à un personnage comme Pisistrate, qui a privé le peuple d'Athènes de la liberté dont il jouissait depuis les réformes de Solon. De Gaulle était un dictateur « à la romaine », tandis que Pisistrate s'apparentait davantage à un affreux despote. En fait, aussitôt qu'il a eu établi de nouvelles institutions vouées à garantir la stabilité et la grandeur de la France à l'international (via l'instauration des institutions de la V^e République préalablement approuvées par référendum national), de Gaulle a renoncé aux pouvoirs absolus qui lui avaient été conférés deux mois auparavant et gouverné en harmonie avec les autres institutions politiques de la République⁴⁰.

³⁹ C'était l'opinion de François Mitterrand, l'un de ses plus farouches opposants, qui a dénoncé la tendance du général à gouverner seul dans son essai *Le coup d'État permanent* (Paris : Plon, 1964).

⁴⁰ À de nombreux égards, la stratégie déployée par De Gaulle en 1958 relève du « coup constitutionnel ». Pour Machiavel, cette manœuvre, bien que critiquable, est excusable à la lumière de ses conséquences. Il écrit dans ses *Discours* : « Ainsi, un habile législateur qui préfère sincèrement le bien général à son intérêt particulier, et sa patrie à ses successeurs, doit employer toute son industrie pour attirer à soi tout le pouvoir. Un esprit sage ne condamnera point un homme supérieur d'avoir usé d'un moyen hors des règles ordinaires pour l'important objet de régler une monarchie ou de fonder une république. Ce qui est à désirer, c'est qu'au moment où le fait l'accuse, le résultat puisse l'excuser [...] » (livre premier, section IX).

Abraham Lincoln est un autre exemple éloquent qui témoigne de l'utilité de s'en remettre à un Prince en temps de crise. Avant la guerre de Sécession, Lincoln s'était posé en fervent défenseur de l'ordre républicain et de la nécessité de préserver l'intégrité des institutions américaines⁴¹. Il s'est pourtant comporté en quasi-dictateur⁴² dès les débuts de la guerre : il a levé une armée sans l'approbation du Congrès, suspendu l'habeas corpus, ordonné l'arrestation de milliers d'individus opposés à la guerre et usé de moyens détournés pour garantir l'adoption du 13^e amendement, qui interdisait l'esclavage⁴³. Comme De Gaulle un siècle plus tard, Lincoln poursuivait un objectif noble qui le dispense d'avoir usé de ces mesures moralement douteuses⁴⁴. Celles-ci lui ont en effet permis de sauver le pays de l'effondrement et de rendre aux esclaves leur liberté. La capacité de Lincoln à agir de la sorte prouve qu'à l'instar des Romains avec les dictateurs, les Pères fondateurs avaient anticipé la nécessité de tels pouvoirs présidentiels exceptionnels en temps de crise nationale. C'est ainsi que Lincoln appréhendait ses propres actions et les pouvoirs dont il disposait en tant que président.

Ces deux exemples nous aident à distinguer les bonnes et les mauvaises dictatures. Dans les deux cas, les mesures prises peuvent sembler moralement répréhensibles. À cet égard, rien de fondamentalement différent ne les oppose, puisque les dirigeants ne devraient pas hésiter à agir de façon abjecte. La différence est la suivante : dans les mauvaises dictatures, ces mesures ne favorisent ni le bien commun ni la liberté du peuple. Les mauvais dictateurs n'ont donc pas lieu d'être encensés. À l'inverse, les bons dictateurs (ceux ayant réussi à faire adopter une bonne constitution ou ayant contribué à

⁴¹ Alors qu'il n'était qu'un jeune politicien, Lincoln a prononcé un discours dans lequel il a dit : « [Q]u'aucun n'oublie que transgresser la loi, c'est piétiner le sang de son père et mettre en lambeaux sa propre liberté comme celle de ses enfants. [...] Bref que [le respect de la loi] devienne la religion politique de la nation. » Voir *Ainsi nous parle Abraham Lincoln : Lettres et discours*, Paris : Pluriel, 2015, p. 21.

⁴² Cela lui a valu d'être critiqué par bon nombre de ses compatriotes, qui voyaient en lui un tyran, un despote ou un dictateur intransigeant. John Wilkes Booth, le plus célèbre de ses critiques, l'a assassiné avant de crier « sic semper tyrannis ».

⁴³ Afin d'obtenir le nombre de voix dont il avait besoin, Lincoln n'a pas hésité à acheter les votes de membres du Congrès ayant été récemment défaits en leur proposant des emplois fédéraux et de l'argent. Il a par ailleurs menti délibérément au Congrès au sujet des pourparlers de paix avec les rebelles.

⁴⁴ Comme l'écrit Machiavel dans ses *Discours* au sujet du meurtre de Rémus par son frère Romulus : « Mais il faut établir comme règle générale que jamais, ou bien rarement du moins, on n'a vu une république, une monarchie être bien constituées dès les commencements ou parfaitement réformées depuis, que par un seul individu ; il est même nécessaire que celui qui a conçu le plan fournisse lui seul les moyens d'exécution. Ainsi, un habile législateur qui préfère sincèrement le bien général à son intérêt particulier, et sa patrie à ses successeurs, doit employer toute son industrie pour attirer à soi tout le pouvoir. Un esprit sage ne condamnera point un homme supérieur d'avoir usé d'un moyen hors des règles ordinaires pour l'important objet de régler une monarchie ou de fonder une république. Ce qui est à désirer, c'est qu'au moment où le fait l'accuse, le résultat puisse l'excuser ; si le résultat est bon, il est absous ; tel est le cas de Romulus » (livre premier, section IX).

consolider la souveraineté de l'État, le patriotisme et les libertés du peuple) devraient être portés aux nues, même s'ils doivent, pour parvenir à leurs fins, tuer un frère (comme Romulus) ou contourner le processus démocratique.

Le fait de suspendre l'autorité d'individus démocratiquement élus ou d'autoriser la concentration des pouvoirs politiques entre les mains d'un Prince ne doit pas nécessairement être perçu comme une menace pour la démocratie ou comme les prémices d'une tyrannie. Il s'agit au contraire d'une option de dernier recours visant à permettre la survie du système lorsque ce dernier est confronté à de grands dangers et lorsque la paix, l'ordre et la liberté ne sont plus garantis. Ce n'est que dans cette situation que la dictature devrait être autorisée dans nos sociétés démocratiques. Un Prince qui assume le pouvoir dans ce contexte ne peut être assimilé à la vision négative de la dictature, qui n'est qu'affaire de gloire personnelle, d'accumulation de richesse personnelle et d'actions préjudiciables à la liberté du peuple.

Chapitre 6

De la nécessité de confier le pouvoir à un seul individu pour créer un nouvel État

Il arrive que l'établissement d'un nouvel État exige de recourir à des pouvoirs extraordinaires. Cela est particulièrement vrai en l'absence de mœurs, qui, comme on le sait, sont aussi cruciales que les lois pour garantir la stabilité politique. Prenons pour exemple l'effondrement inattendu de l'Union soviétique, en 1991, et la création subséquente de 15 nouveaux États sans traditions démocratiques ni esprit patriotique réels, tous confrontés à d'énormes difficultés économiques et socialement désorganisés. Sans que personne à l'époque s'en étonne, bon nombre de ces anciennes républiques soviétiques ont simplement transféré le pouvoir politique à celui qui présidait leur Soviet suprême au moment de l'effondrement du pays.

Dans une large mesure, on peut affirmer que la concentration de pouvoirs entre les mains d'un Prince vertueux constituait la meilleure solution dans ce contexte de transition, et qu'il n'aurait pas été judicieux d'établir à l'époque une démocratie conventionnelle. En effet, en l'absence de culture démocratique, il était indispensable que les dirigeants de ces États, confrontés au défi d'offrir la sécurité et des perspectives d'emploi et d'avenir à leur peuple, puissent prendre des décisions rapidement. Il était ainsi préférable, en ces temps troublés, de leur confier les pleins pouvoirs exécutifs au nom de l'efficacité que d'instaurer immédiatement la démocratie.

Il semble, avec le recul, que cela ait donné de bons résultats, notamment en ce qui concerne l'instauration de la paix, la prospérité et le bonheur du peuple. Prenons le cas du Kazakhstan. En décembre 1991, la plupart des habitants de cet État nouvellement indépendant étaient angoissés à l'idée de ne plus faire partie de l'Union soviétique, et beaucoup craignaient pour la survie de la nouvelle entité. Rappelons que la République socialiste soviétique kazakhe n'aspirait pas spécialement à l'indépendance et qu'elle a été la dernière à déclarer sa souveraineté. De plus, à l'instar des autres États postsoviétiques, le Kazakhstan était aux prises avec l'hyperinflation, l'incapacité à financer les salaires et les retraites — essentiellement en raison d'une pénurie de roubles, retenus en Russie par la banque centrale moscovite — et le manque de connaissances et d'expérience en matière d'économie de marché.

À l'époque, le Kazakhstan craignait moins la menace d'une invasion étrangère que celle d'une implosion. Il était en effet devenu l'un des pays les plus culturellement métissés au monde : les deux principaux groupes nationaux — la communauté kazakhe (qui représentait alors un peu moins de 40 % de la population totale) et la communauté russe (qui comptait pour environ 36 % de la population globale en 1991) — cohabitaient avec plus d'une centaine de groupes ethniques et religieux. Au-delà des difficultés économiques et sociales évoquées plus tôt, le pays, au moment de son indépendance, souffrait d'une absence totale de sentiment patriotique kazakh. Signalons que l'intégrité de l'État était gravement menacée par cette diversité ethnoculturelle : le spectre de violentes querelles ethniques entre les communautés kazakhe et russe planait en effet sur le pays. À la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, beaucoup ont défendu l'idée d'une annexion du nord du pays à la Russie, notamment l'écrivain et dissident Alexandre Soljenitsyne et l'homme politique d'extrême-droite Vladimir Jirinovski. Dans le

même temps, le souvenir du traitement brutal que le pouvoir basé à Moscou⁴⁵ avait infligé à leurs parents et grands-parents poussait de nombreux Kazakhs de souche à considérer qu'ils étaient les seuls à pouvoir légitimement jouir des pleins pouvoirs politiques dans la République nouvellement constituée. L'adoption de nouvelles lois et d'une nouvelle constitution n'était donc qu'une solution cosmétique à ces problèmes. La stabilité à long terme du pays exigeait en effet le développement de mœurs à même d'éviter qu'un sentiment de désengagement, d'indifférence vis-à-vis du bien commun et de haine inter-ethnique ne prenne le dessus.

Grâce à ses qualités personnelles, le premier président du pays, Noursoultan Nazarbaïev, a réussi à diriger habilement le pays tout au long de cette périlleuse période transitoire. Il s'est montré assez habile pour communiquer efficacement avec son peuple sans lui offrir de solutions de court terme. Il a notamment mis l'accent sur les mérites collectifs d'une population habituée à des conditions de vie difficiles ; il s'est efforcé d'interagir directement avec ses concitoyens aussi souvent que possible ; et il a donné à voir qu'il vivait dans les mêmes conditions qu'eux. Il ne s'est toutefois pas contenté d'actions purement symboliques : il aurait, sinon, été éjecté du pouvoir et l'État aurait rapidement sombré avec lui. Craignant que le maintien du Kazakhstan dans la zone rouble nuise au développement économique du pays à court terme et finisse par aliéner sa souveraineté monétaire et fiscale, Nazarbaïev a travaillé des mois durant, dans le plus grand secret, à l'introduction d'une monnaie nationale. Sa stratégie s'est avérée payante lorsque la Russie s'est retirée de l'accord de la zone rouble à l'automne 1993 : quatre semaines plus tard seulement, les nouvelles coupures de *tenge* (secrètement développées plusieurs mois auparavant) furent rapidement imprimées en Grande-Bretagne et expédiées par avion au Kazakhstan. Le pays a ainsi pu échapper à de nouveaux problèmes économiques.

De plus, malgré la crainte de graves conflits ethniques entre ses nombreux groupes ethnoculturels et l'absence d'un sentiment patriotique kazakh en 1991, le pays peut aujourd'hui se targuer d'être un modèle de multiculturalisme grâce aux efforts de son premier président, qui s'est obstinément élevé contre les citoyens qui prônaient une conception ethnique de la nation. Naturellement, cette opposition et cette tendance à hâter l'application d'un calendrier de réformes radicales en ont amené beaucoup à accuser Nazarbaïev d'agir de manière antidémocratique et dictatoriale. Ils n'ont pas

⁴⁵ Près de 1,5 million de Kazakhs sont morts pendant l'Holodomor, soit entre 1928 et 1934. Comme si cette politique génocidaire n'avait pas suffi, des politiques mises en œuvre ultérieurement (surtout par Nikita Khrouchtchev) ont eu pour effet de marginaliser les Kazakhs dans leur propre pays. Les autorités soviétiques ont ainsi décidé, au début des années 1960, de relocaliser des centaines de milliers de Slaves au Kazakhstan pour qu'ils cultivent ses « terres vierges ». La proportion de Kazakhs a donc chuté au niveau historiquement bas de 29 %, facilitant de fait le processus de russification de la région : le russe est devenu la *lingua franca* de l'administration, de la politique et de l'économie, reléguant le kazakh au rang de langue marginale. Les Russes ont ainsi fini par être surreprésentés dans les emplois qualifiés et bien rémunérés, alors même que les Kazakhs peinaient à accéder à une éducation de qualité et à un bon niveau de vie.

complètement tort, mais le résultat parle de lui-même : 25 ans plus tard, le peuple kazakh jouit d'un niveau de vie élevé par rapport à ceux des autres pays de la région. En outre, contrairement à ces derniers, le Kazakhstan a échappé à de violents conflits ethniques. Citons notamment le cas du Kirghizstan, qui a connu de graves affrontements ethniques entre Kirghizes et membres de la communauté ouzbèke, ou celui du Tadjikistan, qui, dans les années 1990, a traversé une terrible guerre civile religieuse et ethnique. Rétrospectivement, il se peut que la concentration du pouvoir entre les mains d'un Prince ait été la solution qui convenait le mieux au Kazakhstan en 1991, car le pays n'était pas préparé pour l'indépendance au lendemain de l'effondrement imprévu de l'Union soviétique.

Lee Kwan Yew, le père fondateur de Singapour, est un autre exemple éloquent de Prince vertueux ayant su transformer son territoire en une grande métropole. Le PIB par habitant y est est l'un des plus élevés au monde, ce qui relève de l'exploit vu le manque de ressources naturelles auquel fait face cette cité-État. Cette idéologie du « pragmatisme économique » est largement attribuable à Lee Kwan Yew. Ce dernier a par ailleurs réussi à maintenir la paix et l'ordre dans son pays⁴⁶ en dépit de sa grande diversité ethnoculturelle et religieuse, à faire émerger un fort sentiment patriotique⁴⁷ et à faire de Singapour l'un des pays les moins corrompus au monde.

Voilà pourquoi les Princes qui ont instauré un nouvel État avec de bonnes lois et de bonnes mœurs méritent d'être salués et couverts d'éloges pour leurs accomplissements. Ils n'auraient sans doute pas pu obtenir ces résultats dans le cadre d'une démocratie classique. Les sociétés ayant la chance d'être gouvernées par de tels individus devraient remercier leur bonne étoile pour ce cadeau du ciel. Pour mériter cette gloire, toutefois, ces leaders doivent respecter une condition particulière : plutôt que d'utiliser leur pouvoir pour s'enrichir ou pour enrichir leur famille, ils doivent œuvrer à cultiver la fibre citoyenne de leur peuple et à développer les bonnes mœurs qui, à terme, permettront la transition vers une république stable. L'histoire n'a connu que peu d'individus de cette trempe. La majorité des Princes ayant établi un nouvel État ou hérité d'un nouvel État à la faveur de la fortune ont en effet choisi d'en faire une kleptocratie⁴⁸

⁴⁶ En 2018, Singapour a été classée au huitième rang selon l'indice mondial de la paix (Global Peace Index).

⁴⁷ C'était un défi considérable pour Lee Kwan Yew. Comme il l'a dit lui-même : « Souvenez-vous qu'au départ, nous n'étions pas même une société, et encore moins une nation. Nous n'étions que plusieurs sociétés distinctes amalgamées sous l'Empire britannique : un accident de l'histoire. Nos allégeances et nos racines se trouvaient en différents points de la Chine, de l'Inde et de l'archipel malaisien » (Han et al., 1998, p. 133).

⁴⁸ Machiavel lui-même avait peu d'espoir qu'un tel Prince existe un jour. Il écrit dans ses *Discours* : « On peut donc en conclure que [lorsque la masse] est corrompue, les meilleures institutions ne sauraient être utiles, à moins qu'elles ne soient données par un homme qui ait assez de force pour les faire régner longtemps, et par là bonifier la masse entière. J'ignore si on a jamais vu un effet pareil, ou même s'il est possible qu'il arrive. En effet, comme nous l'avons dit plus haut, lorsqu'on voit une république corrompue s'arrêter sur le penchant de sa ruine et se relever pour un moment, ce sont

ou une affaire de famille, à l'instar de la famille Duvalier, qui a fait main basse sur les richesses d'Haïti⁴⁹.

Les Princes devraient par ailleurs éviter de transformer leur règne en un culte de la personnalité et de se présenter comme les uniques défenseurs du bien commun. Leur objectif devrait être d'associer progressivement le peuple à la gouvernance du pays afin que ce dernier finisse par considérer les lois comme les siennes, et non comme des règles lui étant imposées par un dirigeant éclairé. Le Prince fondateur doit donc, au fil du temps, relâcher son emprise paternaliste et cultiver la capacité du peuple à s'autogouverner, sans quoi l'instauration d'une république autogérée n'a aucune chance d'aboutir. Pour que les citoyens en puissance ne soient pas condamnés à rester de simples sujets (avec les risques que cela comporte), ces sociétés doivent opérer une transition et passer d'une forme de légitimité charismatique à une légitimité légale-rationnelle. Il est en effet facile de comprendre que si les Princes fondateurs possèdent les vertus et les qualités requises pour gouverner leur État, rien ne garantit que leurs successeurs les auront eux aussi. Ainsi, si le pouvoir devait tomber aux mains de dirigeants non vertueux décidés à transformer l'État en tyrannie, tous les efforts déployés par ces Princes au nom de l'État et du peuple seraient annihilés en l'espace de quelques années à peine. Pareils princes ne pourraient alors prétendre à la gloire : ils seraient au contraire durablement couverts d'infamie et blâmés pour n'avoir pas su offrir à leur population le plus beau des cadeaux, à savoir la liberté. La gloire ne prend son sens qu'une fois que le dirigeant qui la mérite a su opérer une telle transition politique. Elle n'est par ailleurs accordée qu'aux Princes qui ne laissent pas derrière eux un État fragile et corrompu et un peuple privé des libertés les plus élémentaires et obnubilé par ses intérêts individuels⁵⁰. C'est à cela que la République romaine doit sa grandeur. Si le dernier roi était corrompu, ses prédécesseurs avaient cependant pris soin de promouvoir de bonnes mœurs sociales. Ainsi, même si la gangrène avait atteint l'organe central, le reste du corps a pu combattre la maladie et en éviter la propagation. C'est également la raison pour laquelle des individus comme César Borgia ou Mustafa Kemal sont admirés par beaucoup, alors qu'Agathocle, bien qu'ayant obtenu le pouvoir de son vivant, n'a pas connu la gloire.

les qualités d'un seul homme qu'elle a le bonheur de posséder, et non les vertus de l'universalité des citoyens qui la soutiennent dans cet état. Mais cet homme vient-il à leur manquer, elle retombe [...] » (livre premier, section XVII).

⁴⁹ Comme l'écrit Machiavel dans ses *Discours*, il existe deux façons de gouverner qui devraient être considérées comme condamnables : poser des gestes qui sont préjudiciables à la paix et aux mœurs de la société et gouverner en tenant seulement compte de ses propres intérêts (livre premier, section IX).

⁵⁰ Pour Machiavel, fonder un nouvel État où règnent les bonnes mœurs nécessaires à l'instauration de la paix, de l'ordre et de la bonne gouvernance est la condition préalable à l'obtention de la gloire. Comme il écrit dans ses *Discours* : « Un prince vraiment jaloux de sa gloire devrait désirer régner sur une ville corrompue ; non comme César, pour achever de la perdre, mais comme Romulus, pour la réformer. Certainement les dieux ne peuvent donner à des hommes un plus beau champ de gloire, comme nul homme ne peut désirer d'en parcourir un plus beau » (livre premier, section X).

Borgia et Agathocle ont tous deux su apporter la paix à leurs sociétés respectives — la Romagne pour le premier, Syracuse pour le second — en usant de méthodes immorales. Ce n'est qu'après avoir hérité du royaume de son père, le pape Alexandre VI, que César Borgia a réalisé qu'il s'agissait d'un cadeau empoisonné : son nouveau domaine était en effet contrôlé par des maîtres corrompus, qui avaient abusé de leurs sujets en les privant de leurs terres et avaient encouragé l'anarchie sous toutes ses formes. Afin d'affirmer son autorité, Borgia a donc mandaté l'un de ses amis, Ramiro d'Orco, à qui il a donné les pleins pouvoirs, pour pacifier et unifier son nouveau royaume. Borgia a cependant fini par craindre d'être associé aux méthodes sévères employées par Ramiro, ce qui lui aurait valu d'être haï par ses nouveaux sujets. Il l'a donc fait arrêter et exécuter le 26 décembre 1502 sur la place publique de Cesena, à la grande satisfaction du peuple (*Le Prince*, chap. 7). Contrairement à Borgia, Agathocle était d'origine très modeste et il est arrivé au pouvoir par ses propres moyens. À l'époque, la Sicile était partiellement occupée par l'armée de Carthage. Agathocle, en tant que chef militaire de Syracuse, a conclu avec Hamilcar, le général carthaginois, une entente secrète qui aurait fait de l'île un État vassal de l'empire nord-africain. Le premier a convoqué une réunion du Sénat syracusain et ordonné à ses soldats de tuer tous les sénateurs et autres nobles présents. Or, au lieu de livrer la ville à Hamilcar, Agathocle a choisi de lui résister. Il est même parvenu à soumettre la puissante Carthage, à laquelle il a imposé un accord de paix le consacrant roi de toute la Sicile. Il a ensuite gouverné son nouvel État sans jamais faire face à des troubles civils ou à des menaces extérieures.

Or, Agathocle ne mérite pas d'être couvert de gloire, à la différence de Borgia, qui a pourtant échoué à demeurer à la tête de son État. La capacité à maintenir la paix, l'ordre et la bonne gouvernance importe, certes, mais ce n'est pas la seule chose que l'on attend d'un Prince. La volonté de ce dernier d'entreprendre un processus politique visant, à terme, à instaurer une république compte également, que cet objectif soit atteint ou non. Contrairement à Agathocle, Borgia a démontré cette volonté (malgré son échec). On peut en dire autant de Mustafa Kemal, le père de la Turquie moderne. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, ce dernier s'est attelé au défi dantesque consistant à créer une nouvelle nation sur les cendres de l'Empire ottoman. La population était majoritairement illettrée, l'extrême pauvreté engendrait de très nombreux actes de violence, le territoire avait été ravagé par la guerre d'indépendance de 1919-1923 et le pays souffrait d'instabilité politique du fait de l'opposition de certains individus (en l'occurrence, le Cheikh Saïd) aux politiques laïques de Kemal. Pour remédier à la situation, il a dû imposer des mesures antidémocratiques radicales : il a notamment ordonné la fermeture de certains journaux et la dissolution de partis politiques jugés subversifs. L'objectif premier de cette concentration de pouvoirs était pourtant de jeter les bases indispensables à l'instauration du républicanisme, soit de promouvoir le développement d'un nationalisme turc en créant une nouvelle identité nationale (articulée autour d'une langue, de valeurs partagées et d'une histoire commune) et en adoptant des politiques étatiques favorisant les liens entre les différentes régions du pays. En l'espace d'une décennie, les politiques mises en place par Kemal ont permis de moderniser l'économie turque, qui était largement obsolète. Le produit national brut a ainsi été multiplié par cinq. Mais si Kemal mérite la gloire, c'est pour avoir sincèrement tenté, en 1930, d'instaurer une démocratie multipartite, jugeant

que son peuple avait intériorisé les mœurs et les comportements nécessaires pour opérer une transition en douceur de l'autoritarisme à la démocratie. Hélas, cette tentative a échoué : en l'absence manifeste d'un consensus national autour de valeurs communes, il s'est révélé impossible d'inciter les différentes factions du pays à régler leurs différends de manière pacifique⁵¹.

On ne peut pas en dire autant de Mouammar Kadhafi ou de Mao Zedong et ses successeurs, qui appartiennent à la vaste catégorie des Princes peu glorieux ayant usé de leur pouvoir pour servir leurs intérêts ou pour établir un régime privant le peuple de sa liberté la plus fondamentale. Après avoir pris le pouvoir en Libye en 1969, Kadhafi a instauré un régime corrompu afin de s'enrichir, lui et sa famille. Mais il est surtout connu pour son funeste bilan en matière de violations des droits de la personne, qui lui a valu d'être détesté par son propre peuple jusqu'à son assassinat en 2011. Près de dix ans après sa mort, cet héritage est encore bien visible : la Libye est un État en déliquescence, enlisé dans la violence et déchiré par une guerre civile qui semble ne jamais devoir finir. Lui-même corrompu, Kadhafi a contaminé la société libyenne et détruit tous les éléments qui auraient pu permettre aux institutions étatiques de fonctionner sereinement, dans le respect des principes démocratiques. Ainsi, la population est aujourd'hui divisée en de nombreuses factions tribales, régionales, politiques et religieuses. Prenons maintenant l'exemple de la Chine. S'il est vrai que la victoire de Mao en 1949 a marqué le retour de la paix après plusieurs décennies de guerre civile et que ses successeurs ont permis au pays de se développer économiquement, le Parti communiste chinois et ses dirigeants ont tous échoué à obtenir la gloire. La vision du communisme défendue par Mao est à l'origine d'un régime totalitaire et de l'un des pires classicides de l'histoire. Des millions de personnes ont en effet été massacrées sur la base de critères économiques. Aujourd'hui encore, les comportements adoptés par les dirigeants de la Chine sont aux antipodes de ce que l'on attend de leaders d'un État nouvellement constitué. Ils continuent en effet de bafouer les libertés individuelles les plus fondamentales. Or, s'il peut être légitime d'utiliser la peur au nom de la stabilité politique, cela ne doit jamais être fait au détriment de la liberté du peuple.

Lee Kwan Yew n'est en rien comparable aux deux tyrans que nous venons d'évoquer, mais son héritage n'en est pas moins doublement dénué de gloire. Malgré l'instauration de mœurs qui rendraient possible l'établissement d'une démocratie digne de ce nom,

⁵¹ Pour citer Andrew Mango, le biographe de Kemal, cet échec peut s'expliquer de la manière suivante : « La démocratie parlementaire exige des accords sur l'essentiel — la nature de l'État et de la société dont les gouvernants sont choisis par des élections libres. En l'absence d'un tel accord, la politique des partis devient un champ de bataille pour les groupes ethniques religieux et locaux, les clans et les tribus qui s'opposent. À l'époque d'Atatürk, il n'y avait pas d'accord sur l'essentiel. [...] On ne pouvait s'attendre à plus à son époque. » (Mango, 2006, p. 493). Comme Machiavel le laisse entendre dans ses *Discours*, les tentatives pour établir une démocratie doivent être reconnues, même lorsqu'elles ne donnent pas les résultats escomptés. Il soutient d'ailleurs que ceux qui, malgré leurs efforts, n'ont pas réussi à donner de bonnes lois à une ville méritent quelque excuse (livre premier, section X).

Singapour reste en effet soumise au despotisme doux du Parti d'action populaire de Yew, qui dirige le pays sans interruption depuis l'indépendance face à une opposition quasi inexistante. Cette hégémonie s'explique en grande partie par le contrôle que le parti exerce sur les médias, les organisations syndicales et l'administration publique. Par ailleurs, il y a de bonnes raisons de craindre que le paternalisme d'État ayant permis une élévation drastique du niveau de vie de l'ensemble des Singapouriens, indépendamment de leur origine ethnique, de leur religion ou de leur classe sociale, a sur le long terme entravé la possibilité que puisse y naître une véritable démocratie. Les Singapouriens ont en effet intégré l'idée qu'ils devaient leurs conditions de vie à l'efficacité du gouvernement, et ils se sont jusqu'à maintenant montrés prêts à renoncer à certaines de leurs libertés en échange des avantages matériels que leur procure ce modèle paternaliste — le principal sacrifice auquel ils consentent étant la peur d'offenser le régime qui les nourrit si bien. Ce sentiment comporte toutefois un risque de taille, celui d'un désintérêt croissant pour les affaires publiques qui prédispose le peuple à ne privilégier que ses intérêts particuliers. Pour l'heure, la situation économique de Singapour ne semble pas menacée, mais, si cela devait changer, le gouvernement serait contraint d'imposer des mesures d'austérité qui auraient des répercussions négatives sur certains pans de la population. La réaction égoïste violente qui pourrait s'ensuivre chez les individus concernés ne serait que la conséquence naturelle du processus de désinvestissement du peuple à l'égard du bien commun. S'il reste théorique, ce risque n'en est pas moins réel et directement imputable à Lee Kwan Yew et à sa décision de faire du confucianisme un aspect central des mœurs de son pays. Le respect de l'autorité est en effet au cœur de cette tradition chinoise selon laquelle seule une poignée d'individus est qualifiée pour gouverner et s'occuper des affaires publiques. Pour cette raison, Yew ne mérite pas la gloire dont sont auréolés d'autres Princes.

En somme, l'intervention d'un Prince peut s'avérer nécessaire dans les États qui vivent une transition démocratique, surtout lorsque l'absence de bonnes mœurs réduit les chances que cette démocratie naissante survive et devienne une République stable. La durée du mandat dictatorial du Prince est alors déterminée par le temps nécessaire à l'acquisition de ces bonnes mœurs. Ainsi, créer de nouvelles institutions ne suffit pas : il incombe aux dirigeants d'inculquer à la population les nouveaux comportements fondamentaux qui sont à même de susciter l'adhésion à ces institutions. Les leaders doivent par exemple changer les mentalités quant au rôle des forces armées et des services de sécurité en plaçant ces institutions sous contrôle civil pour qu'elles apparaissent comme attachées à la protection du peuple plutôt qu'à sa répression. Les dirigeants doivent également se montrer pragmatiques et cultiver l'importance de la réconciliation avec ceux qui travaillaient au service des autorités précédentes afin d'apaiser rapidement toute tension interne potentielle. En cela, l'Afrique du Sud fait figure d'exemple. Dès les premières années du régime post-apartheid, le pays a en effet choisi d'autoriser le leader de l'opposition à porter le titre de vice-président. Nelson Mandela était animé par une réelle volonté de promouvoir la réconciliation nationale, dont il a fait son objectif prioritaire — avec la création d'institutions démocratiques — une fois élu président. Grâce à son leadership, il est parvenu, en s'appuyant sur la notion de « nation arc-en-ciel », à encourager un esprit de pardon et de réconciliation entre les populations noire et blanche (un facteur indispensable à l'instauration d'une paix durable), mais aussi à éviter l'exode des riches élites blanches qui est survenu

dans d'autres pays africains à l'issue de la colonisation. Cela a sans aucun doute permis à l'Afrique du Sud d'échapper à une guerre civile entre Noirs et Blancs. La population sud-africaine a par ailleurs compris que si les décisions démocratiques relèvent de la majorité, le respect des droits des minorités n'en reste pas moins essentiel. Sans ce credo, il y a fort à parier que le pays aurait sombré dans le chaos⁵².

⁵² C'est un exploit pour lequel Mandela mérite d'être salué, même s'il faut rappeler qu'il s'est révélé incapable d'asseoir une bonne gouvernance et une prospérité partagée. La société sud-africaine est confrontée à de graves problèmes de corruption et à de profondes inégalités économiques qui maintiennent la grande majorité des Sud-Africains dans la pauvreté la plus totale, au point que le pays compte désormais parmi les plus inégalitaires au monde (plus encore que sous le régime de l'apartheid).

Chapitre 7

Des qualités requises d'un Prince

Autoriser un individu à assumer les pleins pouvoirs politiques afin de sauver une démocratie ou d'établir un nouvel État n'est pas une prérogative à la portée de tous. Cela doit demeurer une option de dernier recours, soumise au choix décisif de la personne appelée à assumer ces pleins pouvoirs : tout échec de sa part pourrait en effet entraîner l'effondrement du système démocratique, l'asservissement de la nation à une force étrangère ou une violation irréversible de la liberté du peuple.

Bon nombre des qualités requises d'un Prince ont été évoquées précédemment. On a entre autres parlé de la capacité, dans le cas d'États nouvellement constitués, de développer de bonnes institutions et de bonnes mœurs et d'ainsi poser les fondements d'une démocratie viable. Or, lorsque l'entité politique naissante est encore fragile et qu'elle est vulnérable à la moindre difficulté, le Prince doit avoir d'autres qualités. Il doit notamment être en mesure de maîtriser les forces de la fortune. D'aucuns aiment à croire que leur vie est gouvernée par le hasard ou par une quelconque divinité sur laquelle ils n'ont d'aucun contrôle : ceux-là ne sauraient prétendre à la charge de Prince dans quelque société que ce soit. Car s'il existe bien une part de fortune qui échappe au contrôle des individus, il est cependant faux de croire que les êtres humains sont dépourvus de libre arbitre et qu'ils sont incapables d'influencer le cours des choses. C'est précisément ce que l'on attend d'un Prince. La fortune peut être comparée à une grande force naturelle qui détruit tout sur son passage, à la manière des inondations printanières survenant dans une ville située au pied des montagnes. Si rien n'est fait pour contrer ce déchaînement de la nature, tout succombe à sa violence sans opposer de résistance. En dépit des apparences, toutefois, il ne s'agit pas d'un phénomène naturel imprévisible contre lequel il est impossible de se prémunir. Au contraire, il est crucial que les habitants anticipent la possibilité d'une crue au moment de la fonte des neiges et s'y préparent en construisant un barrage et d'autres infrastructures à même de dévier le trop-plein d'eau et de les protéger de la violence de mère Nature. En politique, la prévoyance est d'autant plus importante lorsqu'il est question d'un nouvel État.

Ainsi, la fortune est une force peu fiable qui doit être maîtrisée de manière implacable et sans affect. À cet égard, la décision de Noursoultan Nazarbaïev de demander à ses proches conseillers de planifier en secret l'introduction d'une monnaie kazakhe en 1992-1993, tout en feignant de vouloir rester dans la zone rouble avec la Russie, est un bon exemple : lorsque Moscou a subitement décidé d'abandonner le projet, le Kazakhstan disposait déjà, grâce à la capacité de son président à envisager le pire, d'un plan de secours qui lui a permis de surmonter ces perturbations économiques. S'il avait fait preuve d'une confiance aveugle à ses alliés russes, son pays aurait fini par essayer une crise économique qui aurait pu le conduire à sa perte. Les Princes vertueux qui doivent fonder un nouvel État ne peuvent se permettre de laisser quoi que ce soit au hasard, sans quoi leur pays pourrait succomber au moindre soubresaut politique. En l'absence des mœurs et des institutions adéquates, il serait alors impossible de le sauver. À l'inverse, il leur faut être sur tous les fronts à la fois pour ne jamais risquer d'être pris au dépourvu par les événements.

L'histoire récente nous a appris qu'il est très délicat de bâtir un nouvel État à la suite d'une sécession. Une absence de reconnaissance internationale de leur indépendance et une incapacité à gérer efficacement l'inévitable période de transition économique suivant la sécession peuvent transformer ce rêve en un projet politique non viable aboutissant à une situation d'isolement et à une dégradation des conditions de vie du peuple. Les individus qui aspirent à gouverner ces nouveaux États doivent ainsi envisager tous les scénarios possibles afin d'éviter que leurs possibles dénouements prévisibles nuisent au projet. Contrairement à la déclaration d'indépendance de la Catalogne, en 2017, qui peut être considérée comme un exemple à ne pas suivre, celle du Québec, en 1995, offre un modèle intéressant : les dirigeants politiques de cette province canadienne ont en effet su créer les conditions propices au succès de son indépendance. Dans les mois qui ont précédé le vote, le premier ministre Jacques Parizeau s'est rendu à l'étranger pour obtenir le soutien diplomatique de la France et des pays latino-américains, qui se sont tous engagés à reconnaître le nouvel État en cas d'issue favorable du vote. Il a également veillé à protéger le Québec de l'instabilité économique en rédigeant le « Plan 0 », un plan qui garantissait que la province aurait suffisamment de liquidités pour assurer sa gestion au cours des deux premières années suivant l'indépendance et qu'elle n'aurait donc pas à subir la pression de Wall Street. Enfin, il a su convaincre 100 grandes figures du camp unioniste de reconnaître ouvertement l'indépendance du Québec immédiatement après le référendum si le peuple s'exprimait en faveur de la sécession.

Malgré tous leurs efforts, les dirigeants ne seront jamais en mesure de maîtriser entièrement la fortune et ses effets indésirables. S'il est de l'intérêt des Princes vertueux de la contrôler autant que possible pour éviter que la malchance s'abatte sur eux ou sur leur société, et de déployer toute l'ingéniosité dont ils sont capables pour influencer le cours des événements à leur avantage, certaines contingences leur échapperont toujours — aussi vertueux soient-ils. Ainsi, la maladie est l'un de ces coups du sort susceptibles d'empêcher le plus vertueux des Princes de sauver son pays de l'instabilité civile. Nous disposons certes d'un certain contrôle sur notre santé, essentiellement par la pratique de l'activité physique et l'adoption d'habitudes alimentaires saines, mais nous n'avons pas prise sur tout. Prenons l'exemple de Lucien Bouchard. À la veille du second référendum sur l'indépendance du Québec, en octobre 1995, Bouchard occupait le poste de leader du parti souverainiste Bloc québécois à la Chambre des communes du Canada. Il était en outre un acteur incontournable de la stratégie sécessionniste alors menée par Jacques Parizeau. Beaucoup voyaient en cet homme en pleine santé, que la maladie avait jusqu'alors toujours épargné, un homme providentiel et un habile négociateur qui aurait su marchander avec succès les termes d'une éventuelle sécession. Les sondages montraient clairement que sans son soutien à la cause, une majorité de Québécois n'auraient pas voté pour l'indépendance. Soudainement frappé par une fasciite nécrosante, ou « maladie mangeuse de chair », qui a fini par lui coûter une jambe, il est resté plongé dans le coma des jours durant, suspendu entre la vie et la mort. Parizeau, qui s'était battu pour faire de la souveraineté une option crédible, était accablé par l'éventualité de son décès. Il craignait que son plan échoue si Bouchard venait à succomber à cette maladie rare et imprévisible qui touche moins d'une personne sur 100 000.

L'aptitude à contrôler la fortune n'est pourtant qu'une des qualités nécessaires à un Prince. À la lumière de ce qui a été dit précédemment au sujet de la nature humaine, le maintien de la paix, de l'ordre et de la bonne gouvernance au sein d'une association politique exige de faire preuve d'une certaine capacité à s'écarter des préceptes de la morale. Ceux qui ont refusé de le faire ont d'ailleurs tous failli à leur mission de dirigeant⁵³. Comme je l'ai souligné plus tôt, les dirigeants politiques ont parfois intérêt, pour atteindre leurs objectifs de gouvernance, à privilégier des actions qui vont à l'encontre de la morale⁵⁴. Cette disposition d'esprit caractérise ce que j'appelle un dirigeant vertueux. Bien que très discutabile d'un point de vue moral, la décision de César Borgia d'assassiner le lieutenant Ramiro d'Orco peut être considérée comme une action vertueuse en ce qu'elle lui a permis de pacifier son nouveau royaume. Le meurtre est un exemple particulièrement extrême, mais il est d'autres actions auxquelles un Prince doit parfois faire appel : ainsi, comploter pour atteindre ses fins est une action louable si l'objectif est de sauver une république de l'effondrement.

Lorsqu'un individu vertueux, dévoué à son pays, sent qu'une telle menace se concrétise, il doit utiliser tous les moyens en son pouvoir pour faire en sorte que le cours des événements lui soit favorable ou, en d'autres mots, pour s'assurer que la fortune l'avantage autant que possible. L'exemple de Charles de Gaulle s'impose à l'esprit : le général s'est en effet montré assez sage pour entrevoir l'effondrement imminent de la République française, et assez vertueux pour se présenter comme le seul capable de maintenir la place de la France dans le monde. Quelques mois avant son retour au pouvoir, au printemps 1958, le soutien dont il bénéficiait de la part de la population française était quasi nul. L'immense majorité de ses concitoyens le considérait en effet comme appartenant au passé, mais il a réussi à renverser la situation en l'espace d'à peine deux semaines. Convaincu que la IV^e République était au bord de l'effondrement et que la France et son peuple risquaient d'être précipités dans un chaos d'une ampleur sans précédent, il s'est distancé d'un incident militaire survenu dans le village tunisien de Sakiet Sidi Youssef, situé à proximité de la frontière algérienne, dans lequel 70 civils — dont une douzaine d'enfants — ont trouvé la mort. Pour bon nombre de parlementaires et de journalistes influents et respectés de l'époque, cette annonce publique indispensable l'a fait apparaître comme la voix de la sagesse et comme un sauveur politique potentiel. À partir de ce moment décisif, il s'est mis ou remis en contact avec d'autres dirigeants politiques et s'est employé à les séduire. En parallèle, il a délégué à ses proches collaborateurs la responsabilité de préparer le terrain en vue d'un éventuel retour au pouvoir. C'est ainsi qu'un homme appelé Léon Delebecque, qui travaillait pour le ministre de la Défense Jacques Chaban-Delmas (un gaulliste digne de

⁵³ Dans *Le Prince*, Machiavel écrit : « [C]elui qui veut en tout et partout se montrer homme de bien ne peut manquer de périr au milieu de tant de méchants » (chap. 15).

⁵⁴ Machiavel écrit, à propos de la subordination de la moralité à l'objectif de la gouvernance : « On doit bien comprendre qu'il n'est pas possible à un prince, et surtout à un prince nouveau, d'observer dans sa conduite tout ce qui fait que les hommes sont réputés gens de bien, et qu'il est souvent obligé, pour maintenir l'État, d'agir contre l'humanité, contre la charité, contre la religion même » (chap. 18).

confiance⁵⁵), s'est vu confier la double mission de canaliser la colère des Algériens envers De Gaulle et de conclure des alliances avec les officiers supérieurs de l'armée française stationnée dans le pays, à savoir les généraux Massu et Salan. Sa stratégie s'est révélée d'une efficacité redoutable. Il faut dire que les membres du comité de salut public créé au lendemain du putsch d'Alger étaient tous des sympathisants du général. Ils se sont dès lors ouvertement prononcés en faveur de son retour au pouvoir. À la suite de ce tour de force de l'armée, qui a ébranlé les fondements démocratiques de la France, de Gaulle a publiquement annoncé qu'il était prêt à assumer les pouvoirs de la République. Cette attitude illustre parfaitement la façon dont les dirigeants politiques vertueux peuvent infléchir le cours des choses en leur faveur. Grâce à sa stratégie, le général a cessé d'être perçu comme un homme du passé et il est apparu comme le seul capable de résoudre les problèmes politiques de la France. S'il s'était abandonné à la fortune, il n'aurait peut-être jamais accédé au pouvoir ni fait de la France la puissance respectée qu'elle est aujourd'hui. Avec le recul, nous savons que ce coup de chance qui l'a ramené au pouvoir à un moment où il n'était plus considéré comme un dirigeant potentiel avait été orchestré par lui-même et par d'autres personnes qui œuvraient secrètement à sa cause. Ce qu'il faut retenir, c'est que sa stratégie a payé et que la France en a été le principal bénéficiaire.

Savoir duper les gens en s'en servant comme alliés avant de se retourner contre eux est une autre qualité dont peuvent tirer profit les dirigeants politiques lorsque la stabilité ou la survie de leur État l'exige. Ainsi, le retour au pouvoir du général de Gaulle et son initiative de remanier la Constitution pour rendre à la France sa grandeur passée n'auraient servi à rien s'il s'était montré incapable de contrôler la situation en Algérie. Les militaires et les membres influents de l'élite politique française, qui en étaient les principaux responsables, pensaient que l'Algérie pouvait rester française. Persuadés que de Gaulle partageait leur vision au lendemain du coup d'État de mai 1958, ils ont largement contribué à sa prise de pouvoir en lui accordant leur soutien. Le général s'est ainsi retrouvé entre deux feux : il était conscient que sa survie politique dépendait de ces alliés, mais il savait aussi qu'une majorité de Français était favorable à l'indépendance de l'Algérie. Dans cette posture politique inconfortable, il devait chercher à conserver le soutien de l'armée aussi longtemps que possible et attendre d'être suffisamment fort pour imposer sa volonté sans risquer d'ébranler la stabilité du pays. Il a ainsi aveuglé sciemment les deux camps en restant ambigu quant à son analyse de la situation. Le discours qu'il a prononcé aussitôt après son investiture devant la foule nombreuse réunie à Alger, dont l'histoire a retenu la célèbre formule « Je vous ai compris », est le meilleur exemple de cette manœuvre. Avec ce discours dans lequel il s'abstenait de prendre des engagements, de Gaulle a fait croire aux pro- et anti-indépendances qu'il avait l'intention de défendre leurs intérêts. L'armée a ainsi regagné ses casernes pendant que de Gaulle élaborait la nouvelle constitution du pays. Il avait utilement appliqué la règle d'or voulant qu'il soit toujours préférable de temporiser plutôt que de tenter de désamorcer des tensions dans la précipitation. Il a continué d'user d'un double langage des mois durant, jusqu'à l'automne 1959, où il est apparu que l'immense majorité des Français souhaitaient négocier l'indépendance de l'Algérie et

⁵⁵ Pendant la guerre, de Gaulle a promu Chaban-Delmas au rang de général. Ce dernier est devenu, à l'âge de 29 ans, le plus jeune général français depuis l'ère napoléonienne.

condamnaient le rôle politique joué par l'armée française depuis le coup d'État de mai 1958. Les opposants à l'indépendance ont réalisé trop tard qu'ils avaient été trahis. De Gaulle avait déjà fait approuver sa politique par référendum et coupé tout lien avec ses opposants en les renvoyant de son gouvernement et de son parti.

Pierre Elliot Trudeau a lui aussi usé d'une ambivalence rhétorique lors du premier référendum sur l'indépendance du Québec, en 1980, référendum dont l'issue est restée incertaine jusqu'au bout. Ainsi, à quelques jours du vote, il était encore tout à fait possible que les Québécois se prononcent en faveur de la sécession. Trudeau avait conscience que la position souverainiste de nombreux Québécois était moins le reflet d'une haine profonde envers le Canada qu'un rejet de l'orientation qu'il avait donnée au fédéralisme canadien. Il savait que la promesse d'une décentralisation du régime et d'une autonomie politique renforcée les aurait probablement amenés à changer leur vote. Moins d'une semaine avant le référendum, il a dit dans un discours qu'une victoire du « non » ne serait pas interprétée par lui-même et par ses collègues comme un signe d'adhésion au système politique, mais comme un désir de changement et de changement constitutionnel. Parmi les Québécois tentés par le vote sécessionniste, nombreux sont ceux qui ont vu dans cette annonce du premier ministre canadien la promesse qu'il accorderait à leur province un traitement de faveur à l'intérieur de l'État et que ce traitement équivaldrait dans les faits à une forme d'indépendance politique, sans les conséquences associées à la séparation du Canada. Cela a fait basculer l'électorat, et le « oui » n'a obtenu que 40 % des voix. Pourtant, le changement auquel pensait Trudeau était d'une tout autre nature : il envisageait d'imposer, sans l'accord de l'Assemblée nationale du Québec, une nouvelle constitution dont certaines dispositions affecteraient l'autonomie de la province. Si l'ambiguïté rhétorique dont a joué de Gaulle n'a pas causé de tort irrémédiable à la France, on ne peut pas en dire autant de celle qu'a entretenue Trudeau. Privilégiant son désir de victoire immédiate, ce dernier a fragilisé l'État canadien en provoquant la colère de nombreux nationalistes québécois, qui ont tourné le dos au Canada. Pendant plus de 20 ans, le pays a souffert des conséquences de la décision de Trudeau, qui s'est soldée par la tenue d'un second référendum que les sécessionnistes ont failli remporter. Je répéterai encore une fois que le plus important est d'assurer la stabilité à long terme d'un pays. Il n'y a pas lieu de privilégier les victoires à court terme si elles s'accompagnent de plus d'inconvénients que d'avantages. Une action pouvant être interprétée comme vertueuse dans d'autres circonstances est tout bonnement à éviter si elle ne respecte pas cette logique.

Le chantage est un autre outil à la disposition des hommes d'État. Le « kompromat »⁵⁶, comme l'appellent les Russes, est une technique de chantage s'appuyant sur des informations compromettantes qui est utilisée pour contrôler les actions de l'intéressé ou le forcer à agir d'une certaine manière. Tant qu'il sert les intérêts nationaux, ce mode

⁵⁶ Un *kompromat* est une technique utilisée en Russie et dans d'autres États postsoviétiques. Elle consiste à utiliser des informations compromettantes pour ternir la réputation d'un homme politique, d'un homme d'affaires ou de tout autre personnage public ou de le faire chanter. Il peut s'agir notamment de *sex tapes* avec des prostitués ou d'autres vidéos montrant ces individus en train de consommer de la drogue ou de verser des pots-de-vin.

d'action profondément immoral peut être considéré comme relevant de l'action vertueuse. L'exemple le plus célèbre à ce jour est le *kompromat* que le gouvernement russe détiendrait au sujet de Donald Trump. L'existence de ces informations compromettantes expliquerait l'indulgence dont le président américain fait preuve à l'égard du chef du Kremlin en allant notamment jusqu'à contredire certains rapports émanant de ses propres services de renseignement. Admettons que Vladimir Poutine détienne effectivement des informations compromettantes de nature à faire aboutir la procédure d'*impeachment* contre le président américain ou, plus vraisemblablement, à empêcher sa candidature à la réélection. Cela voudrait dire que la Russie est en mesure de contrôler l'homme le plus puissant de la planète et de le forcer à agir en faveur de la Russie et au détriment des intérêts de son propre pays. S'il est évident que cette forme d'extorsion politique va à l'encontre de la morale la plus élémentaire, on peut, en politique, considérer qu'il s'agit d'une action vertueuse.

Chapitre 8

De la façon dont un Prince devrait être perçu par ses citoyens

Un Prince devrait toujours être vu par ses citoyens comme l'incarnation de toutes les vertus requises pour jouer le rôle de garant de la stabilité politique de l'État. Comme on l'a mentionné plus tôt, il lui faut démontrer que son dévouement envers l'État n'est en rien motivé par une volonté de s'enrichir ou d'enrichir ses proches. Il ne doit donc pas hésiter à s'en prendre à tout individu perçu comme ayant attenté aux intérêts du peuple, même s'il s'agit d'amis ou de membres de la famille — à l'instar de Noursoultan Nazarbaïev, qui a pris des mesures contre deux de ses gendres. L'un d'eux a été démis de ses fonctions de directeur de la plus grande entreprise publique kazakhe, une firme pétrolière située dans la ville de Jañaozen, après que des employés eurent été renvoyés au motif qu'ils s'étaient mis en grève pour obtenir le paiement de leurs arriérés de salaires et de meilleures conditions de travail. Le conflit a atteint son paroxysme lorsque les forces de police ont ouvert le feu contre les manifestants, tuant au moins 16 d'entre eux. Nazarbaïev a réagi en critiquant ouvertement son gendre pour n'avoir pas su résoudre cette crise à temps et dans le calme et pour avoir ignoré les demandes justifiées des travailleurs et autorisé l'entreprise qu'il dirigeait à renvoyer illégalement ces employés. Bien que difficile à prendre d'un point de vue personnel, cette décision s'imposait pour maintenir la stabilité du pays, car elle constituait le seul moyen d'apaiser les travailleurs⁵⁷.

En plus de posséder les qualités mentionnées, le Prince doit veiller à fuir les situations susceptibles de le faire passer aux yeux du peuple pour un dirigeant abject et méprisable. Notez que cela s'applique aussi bien aux autocrates qu'aux dirigeants démocratiques, et que les facteurs susceptibles de causer cette impression sont nombreux. Ainsi, l'incapacité d'un dirigeant à protéger la liberté d'un groupe en privilégiant les intérêts d'un autre groupe peut lui valoir d'être perçu comme étant partial : les membres du groupe lésé par ce manque de discernement pourraient lui en tenir rigueur et finir par le haïr. Il est donc crucial que le Prince reste une figure neutre, qui ne tente jamais de privilégier indûment les intérêts d'un groupe particulier et tâche au contraire de trouver des solutions de compromis. Plus concrètement, il doit donner l'impression de fonder toutes ses décisions sur le désir de servir le bien commun, et non ses intérêts propres, ceux de sa famille ou ceux d'un groupe social donné.

Le Prince doit aussi veiller à ce que les mesures qu'il prend pour réprimer les agissements de certains individus soient vues par ses concitoyens comme un moyen de servir les intérêts supérieurs de la nation. La peur qu'inspire son pouvoir de représailles doit être intelligible pour ses sujets : ils doivent intégrer l'idée que la poursuite d'intérêts contraires au bien commun a des conséquences inévitables. Il faut savoir que le mépris d'un peuple à l'égard de son Prince naît de la sensation que les représailles politiques exercées par ce dernier n'ont d'autres fondements qu'un désir personnel de vengeance ou d'enrichissement et que ce genre de situation risque fort de se solder par une

⁵⁷ Cet exemple n'est pas sans rappeler celui de César Borgia, qui, comme on l'a vu, a fait exécuter son lieutenant Ramiro d'Orco. Il croyait en effet que cette exécution était le seul moyen d'apaiser le peuple de la principauté dont il venait d'hériter.

tentative de renversement du dirigeant. Dans un tel cas de figure, en effet, les citoyens craignent de devenir la cible du courroux immérité du Prince : le climat d'incertitude est tel que le peuple ne sait plus s'il pourra encore jouir de sa liberté le lendemain, la semaine suivante ou dans cinq ans. Il est alors tenté d'agir pour se débarrasser du Prince, même si cela risque d'entraîner de l'insécurité et des troubles politiques. À l'inverse, lorsqu'un dirigeant fait preuve de constance dans sa manière de punir les individus, ces derniers peuvent déterminer facilement les comportements qu'il convient d'adopter et ceux qu'il convient d'éviter. Qui voudrait conspirer contre un dirigeant dont la seule ambition est d'apporter la gloire à sa société, d'affirmer son indépendance à l'égard de potentiels oppresseurs externes et de renforcer la liberté de son peuple ? Il peut arriver que ses politiques soient contestées, mais il n'en restera pas moins admiré pour son obstination à atteindre ces objectifs. À l'inverse, les dirigeants qui mettent le pouvoir de l'État au service de leurs propres intérêts ne peuvent que s'attirer le mépris et la haine.

À la lumière du raisonnement développé au chapitre précédent, le Prince doit comprendre que le recours à des actions immorales n'est pas à prendre à la légère, car le risque que cela se retourne contre lui est loin d'être négligeable. Le Prince doit ainsi s'assurer que la répression qu'il exerce contre certains individus sera explicitement perçue comme sévère, certes, mais aussi nécessaire à la préservation du bien commun. Dans le cas contraire, ces agissements pourraient lui valoir d'être vu comme un dirigeant méprisable et inspirer de l'aversion à ceux qu'il gouverne. C'est pourquoi j'insiste sur le fait que les actions immorales ne doivent être employées qu'à très bon escient, et toujours en dernier recours⁵⁸.

Prenons l'exemple de Vladimir Poutine. Le président russe est en effet perçu par son peuple comme un dirigeant vertueux, dont les repréailles ont toujours été motivées par une volonté de servir le bien commun. C'est d'ailleurs ce qui l'a amené à traiter les oligarques comme il l'a fait. À la suite de l'effondrement de l'Union soviétique et du passage à l'économie de marché, une poignée de jeunes qui sortaient de nulle part ont, sous l'ère Eltsine, amassé des fortunes colossales en l'espace de quelques années seulement. Avec l'aide du gouvernement, ils ont pris le contrôle de l'économie russe. Ils ont par ailleurs dissimulé les richesses accumulées à l'étranger, ce qui les a rendus profondément impopulaires auprès de la population russe, qui les tenait pour principaux responsables de ses difficultés économiques et de ses conditions de vie peu enviables. Poutine a donc décidé de les mettre hors d'état de nuire afin d'éviter de leur servir de pantin, et ce, même s'ils avaient directement contribué à son élection. Il s'est emparé de leurs empires respectifs en les faisant poursuivre pour détournement de fonds, corruption et manquement au remboursement d'emprunts d'État. Certains de ces oligarques, dont Boris Berezovski, ont tenté de défier Poutine sur le terrain politique, mais ils n'ont pas réussi à convaincre la population russe, qui voyait en son président un

⁵⁸ Au sujet de l'utilisation d'actions immorales en dernier recours, Machiavel écrit dans *Le Prince* : « [I]l faut, comme je l'ai dit, que tant qu'il le peut il ne s'écarte pas de la voie du bien, mais qu'au besoin il sache entrer dans celle du mal » (chap. 18).

Prince juste, déterminé à s'en prendre aux escrocs responsables de la misère de son peuple.

Précisons qu'au nom du bien commun, il arrive qu'un Prince doive prendre des décisions préjudiciables à différents pans de la société. Il doit alors faire en sorte que les individus concernés continuent de le soutenir et d'appuyer ses politiques, même si elles leur sont défavorables. Pour ce faire, le Prince peut jouer de sa maîtrise de l'art de la rhétorique pour tenter de convaincre son peuple de la nécessité d'emprunter une voie particulière au nom du bien commun et de l'avenir de la société. En effet, il n'est pas de plus grand péril pour un Prince que d'apparaître hésitant, pusillanime ou indécis. Les individus courageux, résolus et porteurs d'une vision d'avenir claire et convaincante ne peuvent à l'inverse que forcer l'admiration. Cette option n'est toutefois pas dénuée de risques. Le peuple est certes capable de reconnaître et d'admirer les qualités dont son Prince fait preuve en s'affirmant de la sorte, mais ce dernier court le risque d'associer son nom à une initiative impopulaire, et donc de perdre de son ascendant sur la population. Le Prince doit donc se montrer rusé et veiller à continuer de projeter l'image d'un dirigeant préoccupé par le bien-être de son peuple, sans quoi sa position risque d'être menacée, de même que la stabilité de son État. Il suffit pour cela qu'il évite de prendre lui-même les décisions difficiles et qu'il les délègue plutôt à un tiers. Ainsi, si la population s'insurge contre une décision, ce dernier pourra être critiqué, voire congédié⁵⁹. Le Prince passe ainsi pour un arbitre juste et objectif qui se préoccupe du bien commun et ne craint pas de punir quiconque y porte atteinte en créant l'instabilité. Le régime semi-présidentiel est de loin le système démocratique qui convient le mieux à l'utilisation de cette stratégie : il prévoit en effet la nomination par le chef d'État (généralement élu par suffrage universel direct) d'un premier ministre auquel incombe la responsabilité des politiques intérieures et de la gouvernance quotidienne. L'organisation constitutionnelle de la V^e République française, établie par le général de Gaulle au moment de son accession au pouvoir, en 1958, contribue à préserver l'image du président, qui se tient au-dessus des lignes partisans et protège les intérêts du

⁵⁹ Dans *Le Prince*, Machiavel écrit : « Parmi les royaumes bien organisés de notre temps, on peut citer la France, où il y a un grand nombre de bonnes institutions propres à maintenir l'indépendance et la sûreté du roi ; institutions entre lesquelles celle du parlement et de son autorité tient le premier rang. En effet, celui qui organisa ainsi la France, voyant, d'un côté, l'ambition et l'insolent orgueil des grands, et combien il était nécessaire de les réprimer ; considérant, de l'autre, la haine générale qu'on leur portait, haine enfantée par la crainte qu'ils inspiraient, et voulant en conséquence qu'il fût aussi pourvu à leur sûreté, pensa qu'il était à propos de n'en pas laisser le soin spécialement au roi, pour qu'il n'eût pas à encourir la haine des grands en favorisant le peuple, et celle du peuple en favorisant les grands. C'est pourquoi il trouva bon d'établir la tierce autorité d'un tribunal qui pût, sans aucune fâcheuse conséquence pour le roi, abaisser les grands et protéger les petits. Une telle institution était sans doute ce qu'on pouvait faire de mieux, de plus sage et de plus convenable pour la sûreté du prince et du royaume. De là aussi on peut tirer une autre remarque : c'est que le prince doit se décharger sur d'autres des parties de l'administration qui peuvent être odieuses, et se réserver exclusivement celles des grâces ; en un mot, je le répète, il doit avoir des égards pour les grands, mais éviter d'être haï par le peuple » (chap. 19).

peuple. Ce n'est bien souvent qu'une illusion, surtout lorsque le premier ministre est issu de la même famille politique que le président (comme Édouard Philippe et Emmanuel Macron). Comme l'ont si bien fait observer Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, le premier ministre se contente alors d'exécuter les décisions du chef d'État. Lorsqu'une décision prise par le président et exécutée par le premier ministre menace de semer ou sème le chaos social, le premier peut toujours l'annuler et faire porter le chapeau au second, qui, techniquement, a la responsabilité de défendre cette décision devant le Parlement. À l'inverse, le président ne doit pas hésiter à s'attribuer tous les mérites d'une décision lorsque celle-ci est bien reçue par les citoyens.

Soulignons qu'il n'appartient qu'au Prince de soigner son image pour apparaître comme étant dévoué au bien commun et animé par des motivations nobles. On croit en effet que le Prince, s'il démontre les qualités nécessaires au maintien d'une vie publique paisible et harmonieuse au sein d'une association politique, servira inévitablement d'exemple au reste de la société, qui reproduira ces mêmes comportements vertueux⁶⁰.

Face à une décision difficile, le Prince peut aussi chercher à créer un consensus social afin d'étouffer dans l'œuf toute critique potentielle. C'est la tactique dont a usé Lucien Bouchard lorsqu'il est devenu premier ministre du Québec en 1996 après avoir réchappé de sa maladie et s'est retrouvé confronté à un grave déficit. Pour éviter que les agences de notation financière révisent à la baisse la cote de crédit de la province, il devait imposer des restrictions budgétaires. Or, il savait qu'une décision unilatérale du gouvernement conduirait de nombreux groupes à se mettre en grève et à bloquer des réformes pourtant nécessaires pour agir dans l'intérêt du bien commun et des générations futures. Il a donc choisi d'informer l'ensemble des acteurs de la société civile de la gravité de la situation et les a conviés à un sommet en vue d'échanger et de s'entendre sur les sacrifices que chacun devait consentir. Les restrictions budgétaires n'ont été imposées qu'après qu'un accord eut été conclu entre ces différents acteurs, qui ont ensuite continué d'appuyer le gouvernement dans ses efforts. Avec cette stratégie, Bouchard a vu juste : les acteurs économiques et sociaux, ainsi engagés par leur signature, se sont comportés en partenaires du gouvernement, qui a cessé d'être l'unique cible de la colère du peuple. En parallèle, il a annoncé une révision à la baisse du salaire des députés ainsi que son choix d'emménager dans un logement austère à

⁶⁰ Au sujet de l'importance de cultiver l'image d'un leader vertueux, Machiavel écrit dans *Le Prince* : « [C]ar les hommes, en général, jugent plus par leurs yeux que par leurs mains, tous étant à portée de voir, et peu de toucher. Tout le monde voit ce que vous paraissez ; peu connaissent à fond ce que vous êtes, et ce petit nombre n'osera point s'élever contre l'opinion de la majorité, soutenue encore par la majesté du pouvoir souverain. Au surplus, dans les actions des hommes, et surtout des princes, qui ne peuvent être scrutées devant un tribunal, ce que l'on considère, c'est le résultat. Que le prince songe donc uniquement à conserver sa vie et son État : s'il y réussit, tous les moyens qu'il aura pris seront jugés honorables et loués par tout le monde. Le vulgaire est toujours séduit par l'apparence et par l'événement : et le vulgaire ne fait-il pas le monde ? Le petit nombre n'est écouté que lorsque le plus grand ne sait quel parti prendre ni sur quoi asseoir son jugement » (chap. 18).

proximité de son bureau plutôt que dans la luxueuse résidence de fonction qu'habitait son prédécesseur.

S'il est vrai qu'un Prince doit soigner son image, il ne doit pas pour autant s'évertuer à se faire aimer du peuple. Cette conduite convient sans doute quand la société va bien, mais ces périodes de quiétude ne sont pas éternelles. Face aux tensions émergentes, un Prince ou un leader démocratique n'a d'autre choix que de prendre des décisions difficiles. Or si le rapport qu'il entretient avec son peuple est fondé sur la seule séduction, ce changement de cap pourrait se retourner contre lui. Aussi est-il préférable qu'il assoie son pouvoir sur un autre sentiment, à savoir la crainte. En d'autres termes, un Prince doit veiller à ce que les décisions difficiles qu'il prend soient toujours perçues par les citoyens comme favorables au bien commun. Cela est d'autant plus vrai lorsque le dirigeant en question est contraint de s'en prendre à une personne ou à un groupe de personnes. S'il parvient à faire comprendre aux citoyens que l'action dont ils sont témoins est motivée par une décision juste au regard de l'intérêt général, ces derniers auront tôt fait d'apprendre à rester dans les limites de ce que la société considère comme un comportement acceptable qui est favorable au bien commun et en viendront eux-mêmes à la conclusion que certaines conduites ne sont pas tolérées. Comme je l'ai mentionné plus tôt, les individus sont animés par des désirs et des motivations qui sont intrinsèquement préjudiciables au bien commun, et il faut donc réussir à les dissuader de s'y abandonner. Les citoyens doivent ainsi craindre d'être punis pour des comportements susceptibles de semer l'agitation ou la violence au sein de la société.

Charles de Gaulle a habilement utilisé de cette méthode lors de la crise étudiante de 1968. À la suite de l'appel à la grève générale⁶¹ et du ralliement à la cause étudiante de la Confédération générale du travail (CGT), la principale organisation syndicale du pays, la situation a vite dégénéré en quasi-guerre civile. Il était clair que le gouvernement actuel risquait d'être renversé et remplacé par un gouvernement populaire. Les violentes émeutes qui ont éclaté à Paris et dans d'autres régions de la France ont même fait des morts. Les leaders de l'opposition et le Parti communiste français ont ouvertement défié de Gaulle en réclamant sa démission et la création d'un gouvernement provisoire. Le premier ministre de l'époque, Georges Pompidou, a reconnu a posteriori que l'hypothèse d'un acte révolutionnaire avait été sérieusement envisagée. Conscient que la paix et la stabilité du pays étaient en jeu, de Gaulle s'est résolu à utiliser la peur. À l'insu de tous, il a quitté le palais présidentiel à bord d'un hélicoptère qui a cessé de transmettre sa position aussitôt après le décollage. La panique s'est d'abord emparée des membres du gouvernement, puis a gagné le reste de la population. Que deviendrait la France sans le général de Gaulle à sa tête ? Une photo du président en entrevue avec le commandant en chef des forces armées françaises en Allemagne a été délibérément divulguée dans la presse pour donner à voir qu'il était prêt à recourir à l'armée pour rétablir l'ordre et la paix. De Gaulle a voulu montrer à son peuple, et notamment à ceux qui, parmi ses opposants, plaidaient en faveur d'une forme de gouvernement populaire qui aurait été instrumentalisée par les communistes, qu'il n'hésiterait pas à sortir du cadre strictement politique pour défendre

⁶¹ En réponse à cet appel, plus de 10 millions de travailleurs se sont joints à la grève.

le bien commun⁶². La perspective d'une intervention militaire a effrayé les étudiants et les chefs de l'opposition et sapé leur combativité. Le pari du général s'est révélé gagnant : remobilisés par son discours à la radio à son retour d'Allemagne, les partisans de la loi et de l'ordre se sont empressés de manifester leur soutien au général vieillissant en organisant un rassemblement qui a réuni plus d'un million de personnes dans les rues de Paris. Le gouvernement est également sorti renforcé des élections législatives anticipées qui se sont tenues quelques semaines plus tard. Son triomphe était d'autant plus grand que jamais un parti unique n'avait remporté pareil suffrage depuis l'avènement de la République française, en 1792.

Si les dirigeants n'ont pas à se faire aimer du peuple, ils doivent éviter de s'en faire haïr. L'aversion apparaît quand un dirigeant s'en prend à son peuple de façon arbitraire ou pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la défense du bien commun. De nombreux dictateurs contemporains en ont fait l'expérience. En plus de sceller leur chute, ils ont failli à la responsabilité d'empêcher leur société de sombrer dans le chaos. Ainsi, la violence meurtrière aveugle dont Idi Amin Dada et Mouammar Kadhafi ont usé contre leur population a plongé leur pays dans la guerre civile et provoqué leur renversement⁶³. Ce type de violence, qui relève davantage de la terreur et de l'arbitraire, a généralement pour effet de déstabiliser l'ordre civil.

D'autres dictateurs célèbres ont naturellement échappé à ce sort. Contrairement à Amin et à Kadhafi, ils ont conservé l'admiration de leur peuple, qui ne les voyait pas comme des tyrans sanguinaires. C'est notamment le cas de Staline, qui a fait croire à son peuple qu'il ignorait tout de la répression qui sévissait en Union soviétique à l'époque des grandes purges, alors même qu'il était directement impliqué. Quand le petit père des peuples a pris conscience qu'il fallait mettre un terme à ce massacre, il n'a pas hésité à en faire porter la responsabilité au chef de la police secrète Nikolaï Iejov. Il l'a fait arrêter et exécuter pour crimes contre le peuple soviétique. La machine de propagande était si efficace que Staline est parvenu à se dissocier de ce crime de

⁶² Avant son allocution radiophonique, le gouvernement avait fait savoir que des troupes se tenaient prêtes aux portes de Paris : l'information avait été relayée par plusieurs chaînes radio.

⁶³ Comme l'écrit Machiavel dans *Le Prince* : « Un prince ne doit donc point s'effrayer de ce reproche [sa cruauté], quand il s'agit de contenir ses sujets dans l'union et la fidélité. En faisant un petit nombre d'exemples de rigueur, vous serez plus clément que ceux qui, par trop de pitié, laissent s'élever des désordres d'où s'ensuivent les meurtres et les rapines ; car ces désordres blessent la société tout entière, au lieu que les rigueurs ordonnées par le prince ne tombent que sur des particuliers » (chap. 17). Il ajoute, au sujet de la recherche d'un équilibre entre l'amour et la haine du peuple : « [O]n appréhende beaucoup moins d'offenser celui qui se fait aimer que celui qui se fait craindre ; car l'amour tient par un lien de reconnaissance bien faible pour la perversité humaine, et qui cède au moindre motif d'intérêt personnel ; au lieu que la crainte résulte de la menace du châtement, et cette peur ne s'évanouit jamais » (chap. 17).

masse et à faire croire à la population qu'il était l'œuvre d'un haut fonctionnaire ayant agi seul et à son insu⁶⁴.

⁶⁴Il est intéressant de noter que le terme russe pour parler des grandes purges est « Yezhovshchina » (« les agissements de lejov »), et que lejov était décrit par la propagande soviétique comme un ennemi du peuple.

Chapitre 9

Du regain de popularité que connaissent aujourd'hui les Princes

À une époque où l'implantation de la démocratie semblait acquise, on peut s'étonner de la résurgence de la figure du Prince. En effet, dans la plupart des démocraties occidentales, des individus défendant des idées simplistes et populistes ont fait irruption sur le devant de la scène et dynamité le système politique, allant parfois jusqu'à annihiler le traditionnel clivage gauche-droite. À l'évidence, les circonstances sont plus favorables que jamais à l'émergence de nouveaux Princes. Malgré un certain talent pour instrumentaliser les désirs et les attentes du peuple, ces habiles politiciens sont loin d'être des Princes exemplaires. On ne peut d'ailleurs que déplorer leur émergence, car ils symbolisent l'étiollement de nos démocraties libérales.

La percée de ces candidats antisystèmes témoigne de l'incapacité flagrante de nos institutions à résoudre les problèmes sociaux dont souffrent nos sociétés et qui sont eux-mêmes liés à l'échec manifeste de la politique moderne. Un tel constat devrait d'ailleurs nous pousser à réfléchir collectivement aux raisons de cet échec. Il faut bien reconnaître qu'au vu de la marche actuelle du monde, il est difficile de dresser un bilan positif de notre époque. Alors que la modernité nous faisait miroiter un droit égal à mener une existence heureuse selon les critères de chacun (droit au bonheur), une immense majorité de personnes se heurtent aujourd'hui à des obstacles empiriques qui les privent de cette forme de liberté la plus élémentaire. S'il suffisait autrefois de faire des études supérieures pour avoir accès à un emploi bien rémunéré dans son domaine d'expertise, cela n'est plus vrai aujourd'hui. De nos jours, la plupart des jeunes diplômés doivent faire face au chômage ou occuper un emploi mal rémunéré qui n'a rien à voir avec leur formation. Ils sont aussi nombreux à entreprendre leur carrière avec de lourdes dettes d'études, ce qui compromet leur capacité à prétendre au bonheur (en fondant une famille, par exemple). Cette première désillusion n'est toutefois que le début d'un processus continu d'appauvrissement. En tant que membres de la classe moyenne, ils seront en effet les premières victimes des mesures d'austérité fiscale qui sont si en vogue de nos jours. On leur demandera de financer le système en payant toutes sortes d'impôts, les condamnant ainsi à la survie et les privant de la liberté de mener leur vie comme ils l'entendent. Ce n'est qu'en ayant recours au crédit qu'ils pourront éprouver un semblant de liberté, même si cela ne fait en réalité qu'accroître la servitude dans laquelle ils vivent.

L'absence d'espoir raisonnable d'échapper à ce cercle vicieux tend à susciter une frustration grandissante chez les millions d'individus concernés. Cette frustration est par ailleurs exacerbée par le train de vie indécent des mieux nantis qui, au fil du temps, ont su prendre le contrôle de la superstructure et la mettre au service de leurs intérêts privés, comme l'illustre le célèbre exemple des frères Koch aux États-Unis. L'asphyxie fiscale des membres des classes moyennes et inférieures s'explique ainsi en partie par le fait que les oligarques ont trouvé le moyen d'échapper au paiement de leur juste part d'impôts grâce à des subterfuges législatifs et à l'indulgence de la classe politique. La connivence entre les pouvoirs financiers et politiques a été révélée au grand jour quand, après 2008, l'élite politique a secouru et pardonné les responsables de la crise financière. Ce sauvetage est on ne peut plus emblématique de la façon dont les

oligarques financiers ont progressivement assis leur emprise sur les législateurs et les dirigeants des démocraties libérales. Ainsi, bien que responsables de l'effondrement financier du capitalisme, les 0,1 % les plus riches du monde, à savoir les banquiers et les gestionnaires de fonds spéculatifs, ont gagné plus d'argent que n'importe quel autre groupe depuis la crise économique de 2008. Notons d'ailleurs qu'à la suite de son sauvetage financier par le gouvernement américain, le constructeur automobile General Motors a baissé les salaires et les retraites de ses employés, mais qu'il n'a pas touché aux actifs de ses dirigeants.

Le capitalisme a progressivement échappé au contrôle des sociétés, ce qui ne fait qu'aggraver la frustration du peuple quant à l'état actuel des choses. L'autonomie individuelle et collective que nous promettait la modernité s'agissant de notre propre développement et de celui de nos sociétés n'est qu'une chimère. Nous sommes nombreux aujourd'hui à partager le sentiment d'un retour à un modèle hétéronomique, où la norme nous est dictée par un Léviathan invisible qui nous relègue au statut de simples sujets. C'est d'ailleurs pour cela que l'économie s'est libérée de la politique, qu'elle a fini par dominer. Les États ne fonctionnent plus qu'en mode réactif, et ils sont pris au dépourvu dès que le marché plonge ou que les entreprises décident de délocaliser leur production à l'étranger. Le monde politique dans son ensemble est désormais esclave des intérêts du marché et impuissant face à la survenue de tels événements. Quand ils ne se limitent pas à servir les intérêts des oligarques financiers, les législateurs et les gouvernants se comportent en simples comptables. Ils ne gouvernent pas : ils se contentent de gérer leur société à la manière d'une entreprise. Rien d'étonnant donc à ce que le corps politique soit tombé malade et qu'il ait perdu l'appui du peuple, qui subit l'oppression d'un système sur lequel il n'a aucune prise.

Le fait que les citoyens critiques à l'égard de l'état actuel des choses s'expriment en dehors des canaux de communication traditionnels est révélateur de la marginalisation dont ils font l'objet et de l'échec des institutions à satisfaire leurs demandes. La logique antisystème qui prévaut actuellement dans les démocraties libérales du monde industrialisé se manifeste par l'émergence de mouvements de contestation (Occupy Wall Street, Mouvement 15-M en Espagne, Nuit debout et les gilets jaunes en France) ou par la percée éclair de politiciens antisystèmes sortis de nulle part. Ces nouveaux visages de la scène politique, qui aiment tous faire étalage de la normalité de leur parcours, partagent une rhétorique commune s'appuyant sur les mêmes thèmes, à savoir l'appauvrissement du peuple et la subordination de l'État à des lobbies et à d'autres intérêts économiques occultes. Pour beaucoup, ils incarnent un renouveau salutaire dans la mesure où ils tiennent un « discours de vérité » (par opposition aux politiciens de l'ancienne garde, qu'ils ont d'ailleurs mis à la retraite) et promettent des mesures d'apparence novatrice qui font mouche auprès des victimes du système. Les laissés-pour-compte voient en eux des individus providentiels qui sauront enfin résoudre leurs problèmes.

Malgré la justesse du diagnostic qu'ils posent sur les travers de nos sociétés, les solutions que ces individus proposent sont inadaptées, car elles tendent à exacerber les fractures existantes. Ils alimentent une frustration qui ne peut qu'engendrer des troubles civils et de l'instabilité et risquent ainsi de donner lieu à l'instauration d'une forme de

dictature populaire comme le XX^e siècle en a vu et dont on sait, pour celles qui ont abouti, qu'elles ont nui à la liberté du peuple. Les circonstances exigent un tout autre profil de dirigeant : un individu capable d'obtenir le soutien du peuple et de prendre des mesures visant à réformer en profondeur le système économique, tant à l'échelle du pays qu'à l'international, afin de le rendre plus équitable et de permettre au peuple d'avoir davantage de prise sur lui. Cet individu devra naturellement faire preuve de compétences exceptionnelles, car les nantis se sentiront inévitablement menacés par son action. Il lui faudra donc jouer les modérateurs et, à la manière d'un funambule, avancer sur un fil tendu entre les demandes du peuple d'un côté et les craintes des nantis de l'autre. Son rôle n'est pas de déclencher une révolution susceptible d'entraîner troubles et instabilité, mais plutôt de réformer ce qui doit l'être sans jeter le bébé avec l'eau du bain. Sa mission consistera donc à transformer les mœurs et la mentalité du peuple en insistant sur l'importance de la modération et de l'équité. Il devra notamment veiller à assurer une répartition équilibrée des honneurs et des richesses de façon à créer des sociétés capitalistes plus justes, avec une classe moyenne solide dont les membres (incarnant le bon sens) pourront faire tampon entre les forces opposées de la plèbe et de la noblesse modernes. Au vu des circonstances, qui refuserait d'écouter un individu qui semble capable de rétablir la paix alors que la situation politique actuelle nous condamne au chaos ? La porte est donc ouverte à tout individu vertueux disposé à faire face à la plus grande tragédie de notre époque, à savoir le chaos social et l'effondrement d'un système politique dont les principes essentiels devraient être la liberté et le bonheur.

Lectures supplémentaires

Sur Machiavel et le machiavélisme :

Raymond Aron, *Machiavel et les tyrannies modernes*, Paris : Éditions de Fallois, 1993.

Erica Benner, *Machiavelli's Ethics*, Princeton : Princeton University Press, 2009

Erica Benner, *Machiavelli's Prince. A New Reading*, Oxford : Oxford University Press, 2013.

Marco Cesa (dir.), *Machiavelli on International Relations*, Oxford : Oxford University Press, 2014.

Christopher E. Cosans et Christopher S. Reina, « The Leadership Ethics of Machiavelli's Prince », *Business Ethics Quarterly*, vol. 28, n° 3, 2018, p. 275-300.

Brian F. Danoff, « Lincoln, Machiavelli and American Political Thought », *Presidential Studies Quarterly*, vol. 30, n° 2, 2000, p. 290-311.

Giovanni Giorgini, « The Place of the Tyrant in Machiavelli's Political Thought and the Literary Genre of the Prince », *History of Political Thought*, vol. 29, n° 2, 2008, p. 230-256.

Claude Lefort, *Le travail de l'œuvre Machiavel*, Paris : Gallimard, 1972.

Harvey C. Mansfield, *Machiavelli's Virtue*, Chicago et Londres : University of Chicago Press, 1966.

Vincent Martigny, *Le retour du Prince*, Paris : Flammarion, 2019.

John P. McCormick, « Machiavelli and the Gracchi: Prudence, Violence and Redistribution », *Global Crime*, vol. 10, n° 4, 2009, p. 298-305.

John P. McCormick, *Machiavellian Democracy*, Cambridge : Cambridge University Press, 2011.

John P. McCormick, « Machiavelli's Inglorious Tyrants: On Agathocles, Scipio and Unmerited Glory », *History of Political Thought*, vol. 36, n° 1, 2015, p. 29-52.

John G. A. Pocock, *The Machiavellian Moment: Florentine Political Thought and the Atlantic Republican Tradition*, Princeton : Princeton University Press, 1975.

Fabio Raimondi, *Constituting Freedom: Machiavelli & Florence*, Oxford : Oxford University Press, 2018.

Quentin Skinner, *Machiavelli*, Oxford : Oxford University Press, 1981.

Quentin Skinner, *Liberty Before Liberalism*, Cambridge : Cambridge University Press, 1998.

Leo Strauss, *Thoughts on Machiavelli*, Chicago et Londres, 1958.

Leo Strauss, *What is Political Philosophy? And Other Studies*, Chicago et Londres : Chicago University Press, 1988.

Paul Valadier, *Machiavel et la fragilité du politique*, Paris : Éditions du Seuil, 1996.

Maurizio Viroli, *Machiavelli*, Oxford : Oxford University Press, 1998.

Maurizio Viroli, *How to read Machiavelli*, Cambridge : Cambridge University Press, 2008.

Maurizio Viroli, *Redeeming the Prince: The Meaning of Machiavelli's Masterpiece*, Princeton : Princeton University Press, 2013.

Sur la gestion de la diversité ethnoculturelle :

Jean-François Caron, *Être fédéraliste au Québec : comprendre les raisons de l'attachement des Québécois au Canada*, Québec : Presses de l'Université Laval, 2016.

Jean-François Caron (dir.), *Unité et fragmentation des sociétés multinationales : regards croisés sur la Catalogne, l'Écosse, la Flandre et le Québec*, Québec : Presses de l'Université Laval, 2016.

Ted Robert Gurr, « People Against States: Ethnopolitical Conflict and the Changing World System: 1994 Presidential Address », *International Studies Quarterly*, vol. 38, n° 3, 1994, p. 347-377.

Donald Horowitz, « The Challenge of Ethnic Conflict: Democracy in Divided Societies », *Journal of Democracy*, vol. 4, n° 4, 1993, p. 18-38.

Will Kymlicka, *Multicultural Citizenship: A Liberal Theory of Minority Rights*, Oxford : Oxford University Press, 1995.

Wayne Norman, *Negotiating Nationalism: Nation-Building, Federalism, and Secession in the Multinational State*, Oxford : Oxford University Press, 2006.

James Tully, « Cultural Demands for Constitutional Recognition », *Political Philosophy*, vol. 3, n° 2, p. 111-132.

Sur Charles de Gaulle :

Georges Ayache, *Le retour du général de Gaulle, 1946-1958*, Paris : Perrin, 2015.

Mattei Dogan, « How Civil War Was Avoided in France », *International Political Science Review*, vol. 5, n° 3, 1984, p. 245-277.

Janathan Fenby, *The General: Charles de Gaulle and the France He Saved*, New York : Skyhorse, 2011.

Philippe de Gaulle, *Charles de Gaulle, mon père. Entretiens avec Michel Tauriac* (vol. 1 et 2), Paris : Plon, 2003 et 2004.

Julian Jackson, *A Certain Idea of France: The Life of Charles de Gaulle*, Londres : Penguin, 2019.

François Mitterand, *Le coup d'État permanent*, Paris : Plon, 1964.

Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Paris : Gallimard, 2002.

Éric Roussel, *De Gaulle, 1946-1970*, Paris : Gallimard, 2012.

Sur Noursoultan Nazarbaïev :

Jonathan Aitken, *Nazarbayev and the Making of Kazakhstan: From Communism to Capitalism*, Londres : Continuum, 2009.

Jonathan Aitken, *Kazakhstan and Twenty Years of Independence*, Londres : Continuum, 2012.

Sur Mustafa Kemal :

M. Sükrü Hanioglu, *Atatürk, An Intellectual Biography*, Princeton et Oxford : Princeton University Press, 2011.

Andrew Mango, *Mustafa Kemal Atatürk*, Paris : Coda, 2006.

Sur Lee Kwan Yew :

Chua Beng-Huat, « Arrested Development: Democratisation in Singapore », *Third World Quarterly*, vol. 15, n° 4, 1994, p. 655-668.

Han Fook Kwang, Warren Fernandez et Sumiko Tan, *Lee Kwan Yew: The Man and His Ideas*, Singapour : Straits Times Press, 1998.

Bilveer Singh, « Singapour : maintenir l'équilibre entre la prospérité, la croissance sociale et la démocratisation graduelle », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 18, n° 1, 2011, p. 105-122.